



Projet de loi portant :

- **modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée ;**

- **modification de la loi du 27 mai 1977 portant :**
 - a) **approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich, le 5 octobre 1973 ;**
 - b) **adaptation de la législation nationale en matière de brevets ;**

- **modification de la loi du 27 mai 1977 portant :**
 - a) **approbation du Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington, le 19 juin 1970 ;**
 - b) **adaptation de la législation nationale en matière de brevets ;**

- **introduction de sanctions pénales en matière de marques et de dessins ou modèles.**

I.	Exposé des motifs	p. 2
II.	Texte du projet de loi	p. 6
III.	Commentaire des articles	p. 15
IV.	Fiche financière	p. 26
V.	Textes coordonnés	p. 27



I. Exposé des motifs

Le projet de loi poursuit plusieurs objectifs:

- Transposer dans la législation nationale le Traité sur le droit des brevets, adopté à Genève le 1^{er} juin 2000¹, qui limite les exigences administratives et harmonise les formalités en matière de dépôt d'un brevet d'invention;
- Harmoniser dans une large mesure les procédures administratives avec celles des offices belge et néerlandais, en vue de l'utilisation d'un système informatique de gestion des dossiers de brevets développé en commun. Les deux conséquences les plus importantes sont la suppression du brevet de courte durée et la fermeture de la phase nationale pour les demandes internationales de brevet;
- Adapter la loi au dépôt électronique des demandes de brevet;
- Transférer la réglementation de quelques aspects de la procédure dans les règlements grand-ducaux d'exécution de la loi², en vue d'une plus grande flexibilité législative;
- Harmoniser la loi avec certains changements ayant été apportés à la Convention sur le brevet européen en 2000 et avec la nouvelle législation sur le brevet européen à effet unitaire.

Les deux premiers objectifs sont exposés ci-après. Le commentaire des articles explique en détail les modifications apportées à la loi.

Le Traité sur le droit des brevets

Dans le cadre de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), un traité relatif au droit des brevets a été signé à Genève le 2 juin 2000 par cinquante-huit États membres, y compris le Luxembourg. Il est entré en vigueur le 28 avril 2005 et comporte actuellement 36 États parties.

Le Traité sur le droit des brevets (« Patent Law Treaty », PLT) concerne uniquement les formalités administratives des brevets. Ce Traité ne vise pas le droit matériel des brevets (critères de brevetabilité et effets juridiques du brevet). Les dispositions du Traité prévoient un ensemble d'obligations maximales que l'office des brevets d'une Partie contractante peut imposer au déposant dans le cadre de la procédure de délivrance du brevet et de la gestion du registre des brevets. Chaque Partie reste libre de fixer des conditions de forme applicables aux demandes présentées devant son office qui sont plus favorables pour les déposants ou les titulaires de brevets.

Les principaux objectifs du Traité sur le droit des brevets sont la simplification et la rationalisation des procédures d'obtention et de maintien en vigueur des brevets. Une trop grande diversité des procédures nationales est source d'insécurité juridique, car elle favorise les risques d'erreurs et de pertes de droits.

¹ <http://www.wipo.int/patent-law/fr/plt.htm>

² Règlement grand ducal du 17 novembre 1997 concernant la procédure et les formalités administratives en matière de brevets d'invention ;

Règlement grand ducal du 17 novembre 1997 portant fixation des taxes et rémunérations à percevoir en matière de brevets d'invention



La ratification du Traité fera l'objet d'un projet de loi séparé.

Suppression du brevet de courte durée

Le texte actuel de la loi du 20 juillet 1992 sur les brevets d'invention prévoit la possibilité d'obtenir un brevet limité à une durée de six ans - au lieu de vingt ans - au cas où le déposant ne demande ou ne valide pas de rapport de recherche établissant l'état de la technique applicable à l'invention. L'intention de cette option était d'offrir au déposant la possibilité d'obtenir un droit exclusif sans devoir payer la taxe de recherche. La réduction de la durée du brevet dans ce cas vise à tenir compte de la plus faible sécurité juridique d'un brevet pour lequel il n'existe pas d'informations sur les chances de brevetabilité de l'invention. Un régime similaire existait en Belgique et aux Pays-Bas mais a été supprimé récemment.

Le projet de loi prévoit de faire de même afin d'harmoniser la procédure de délivrance avec ces deux pays. En vertu des dispositions transitoires, cette modification concerne les demandes de brevet déposées après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Avec la réduction de la taxe de recherche de 900€ à 250€ adoptée en 2004, l'intérêt du brevet de courte durée a été considérablement réduit. Pendant la période s'étendant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012, moins de 10% des brevets délivrés étaient des brevets de courte durée.

Suppression de la phase nationale luxembourgeoise dans le cadre du PCT

Lorsque le déposant d'une demande internationale de brevet a désigné le Luxembourg dans sa demande, il a deux possibilités en ce qui concerne la protection de son brevet au Luxembourg à l'issue de la procédure internationale centralisée. Sur base de la demande internationale, il peut entrer en phase nationale en demandant un brevet luxembourgeois, ou entrer en phase européenne (appelée Euro-PCT) en demandant un brevet européen qui désigne – entre autres – le Luxembourg. Seule une très petite minorité des déposants opte pour la première solution. Pendant la période de cinq ans s'étendant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012, seuls 32 brevets luxembourgeois ont été délivrés sur base d'une demande PCT, contre plus de 500 dépôts directs de brevets nationaux et des dizaines de milliers de brevets européens désignant le Luxembourg.

Le Traité de coopération stipule dans son article 45, paragraphe 2 que la législation nationale d'un Etat faisant partie d'un traité de brevet régional peut prévoir que toute désignation ou sélection dudit Etat dans la demande internationale sera considérée comme l'indication que le déposant souhaite obtenir un brevet régional. Sur les 38 Etats membres de la Convention sur le brevet européen, 11 ont utilisé cette possibilité, dont notamment la France, la Belgique et les Pays-Bas. Vu l'intérêt limité des déposants de brevets pour le passage en phase nationale au Luxembourg et afin d'harmoniser les procédures avec les partenaires du Benelux, il est proposé de supprimer la voie nationale. Les dispositions transitoires prévoient que ce changement sera applicable aux demandes PCT déposées à après l'entrée en vigueur de la loi.



Introduction de sanctions pénales en matière de marques de produits et de services et de dessins ou modèles

Depuis l'entrée en vigueur en 1971 de la législation Benelux en matière de marques et en 1975 en matière de dessins ou modèles, le Luxembourg ne possède plus de législation spécifique couvrant le domaine des marques et des dessins ou modèles. Par la suite, ces deux textes législatifs distincts ont été regroupés dans un seul et même texte qui est la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle³. Cette convention prévoit un régime uniforme applicable aux marques, dessins ou modèles pour l'ensemble du territoire Benelux.

Avant l'adoption de ces textes, le Luxembourg s'était doté d'une loi régissant de manière spécifique et complète le domaine des marques. Cette loi datant de 1883⁴ a été abolie dans son intégralité avec l'entrée en vigueur de la législation Benelux.

Par conséquent, et contrairement aux autres droits de propriété intellectuelle tels que les droits d'auteur⁵ et les brevets d'invention⁶ aucune législation nationale ne prévoit les règles applicables aux marques et aux dessins ou modèles. L'enregistrement de ce droit de propriété intellectuelle est de la compétence de l'Office Benelux de la Propriété Intellectuelle. A côté de la marque Benelux, la protection d'une marque sur le territoire luxembourgeois peut également être obtenue par un enregistrement de marque communautaire couvrant l'ensemble des Etats de l'Union européenne.

L'article 61 de l'Accord sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord ADPIC) prévoit que :

« Les Membres prévoient des procédures pénales et des peines applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Les sanctions incluront l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, et seront en rapport avec le niveau des peines appliquées pour des délits de gravité correspondante. Dans les cas appropriés, les sanctions possibles incluront également la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Les Membres pourront prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux autres actes portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, en particulier lorsqu'ils sont commis délibérément et à une échelle commerciale. »

Afin de combler ce vide juridique, il est opportun de réintroduire des sanctions pénales par le présent projet de loi qui vise une modification d'une loi relative à la propriété industrielle. Le domaine de la propriété intellectuelle est divisé en deux branches principales : le droit d'auteur et les droits voisins et la propriété industrielle (comprenant les brevets, les marques et les dessins ou modèles). Etant donné

³ Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) - 25 février 2005.

⁴ Loi du 28 mars 1883 sur les marques de fabrique et de commerce.

⁵ Loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données.

⁶ Loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée.



une impossibilité pratique de réintroduire ces sanctions pénales dans un projet de loi spécifique aux marques et aux dessins et modèles, il apparaît propice de rattacher cette initiative législative à ce projet de loi sur les brevets.

Le présent texte reprend en grande partie les dispositions qui étaient contenues dans la loi sur les marques de 1883 tout en les adaptant aux réalités économiques et sociales actuelles. C'est dans ce sens que les peines encourues pour le délit de contrefaçon de marque et modèle sont alignées à celles prévues en Belgique. De plus, puisque le droit luxembourgeois reconnaît depuis 2010⁷ la responsabilité pénale des personnes morales, il paraît important d'intégrer des dispositions prévoyant une possible responsabilité solidaire des administrateurs, représentants ou préposés d'une personne morale et de la personne morale en question qui se rendraient coupable d'un acte de contrefaçon. Les personnes morales étant en général plus solvables que les personnes physiques ces dispositions permettent de garantir une effectivité et une efficacité des sanctions pénales prévues.

Enfin, ce projet de loi vise à sanctionner des pratiques auxquelles sont confrontés de plus en plus régulièrement les titulaires d'un droit de propriété intellectuelle. Les titulaires d'une marque déposées ou enregistrées, dont les coordonnées sont publiés dans les registres officiels des marques, reçoivent une lettre d'un organisme non-officiel les informant que leur droit va bientôt arriver à échéance et que cette entreprise peut s'occuper de l'enregistrement ou du réenregistrement de leur marque sur leur liste et cela moyennant des frais élevés. En vue de contrer ces pratiques trompeuses il est prévu de sanctionner par une sanction_pécuniaire tout individu qui se rend coupable de ce genre d'agissements.

Entrée en vigueur de la loi

Pour des raisons d'organisation pratique, il est proposé de faire entrer en vigueur la loi au 15 avril 2016. Les dispositions ayant trait à la procédure de délivrance des brevets nécessitent une conformité entre les règles juridiques et le logiciel de gestion des dossiers qui contrôle entre autres le respect des délais de procédure. Or, la planification de la mise en fonction d'un nouvel logiciel prévoit un passage vers le nouveau logiciel en avril 2016.

La fixation d'une date dans la loi permet également aux déposants de brevets de se préparer suffisamment longtemps en avance aux nouvelles règles.

⁷ Loi du 3 mars 2010 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives.



II. Texte du projet de loi

Chapitre 1 – Modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée

Art. 1^{er}.- 1. A l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée (ci-après « la loi »), la définition suivante est insérée après celle de « Accord instituant l'OMC » :

« Convention sur le brevet européen », la Convention sur la délivrance de brevets européens, faite à Munich le 5 octobre 1973, telle qu'amendée ».

2. A l'article 1^{er} de la loi, la définition suivante est insérée après celle de « registre » :

« Office européen des brevets », l'Office européen des brevets institué par la Convention sur le brevet européen ».

Art. 2.- A l'article 4, paragraphe 4 de la loi, les mots « considérées comme des inventions susceptibles d'application industrielle au sens du paragraphe 1^{er} » sont remplacés par le mot « brevetables ».

Art. 3.- L'article 6 de la loi est modifié comme suit :

1. Le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante:

« 3. Est également considéré comme compris dans l'état de la technique le contenu :

a) des demandes de brevet luxembourgeois;

b) des demandes de brevet européen;

c) des demandes internationales de brevet pour lesquelles l'Office européen des brevets est d'office désigné en vertu de l'article 153, paragraphe 2 de la Convention sur le brevet européen et pour lesquelles les conditions prévues à l'article 153, paragraphe 5 de la Convention sur le brevet européen ont été remplies, telles qu'elles ont été déposées, qui ont une date de dépôt antérieure à celle mentionnée au paragraphe 2 et qui n'ont été publiées qu'à cette date ou à une date postérieure. ».

2. L'article est complété par le paragraphe suivant:

« 5. Les dispositions des paragraphes 1 à 3 n'excluent pas non plus la brevetabilité d'une substance ou composition visée au paragraphe 4 pour toute utilisation spécifique dans une méthode visée à l'article 4, paragraphe 4, à condition que cette utilisation ne soit pas comprise dans l'état de la technique. ».

Art. 4.- A l'article 18 de la loi, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Le dépôt des documents à ce requis s'effectue auprès du service qui en délivre un accusé de réception indiquant la date de la réception des documents, ceci sans préjudice des articles 20 et 28. ».

Art. 5.- L'article 19 de la loi est modifié comme suit :

1. Au paragraphe 1^{er}, les mots « les documents suivants, rédigés en langue française, allemande, anglaise ou luxembourgeoise » sont insérés après les mots « La demande de brevet doit contenir ».



2. Au paragraphe 2, les mots « et de la taxe de publication; ces taxes doivent être acquittées au plus tard un mois après le dépôt de la demande » sont supprimés. Le paragraphe est complété par la phrase suivante: « Cette taxe doit être acquittée dans un délai fixé par règlement grand-ducal. ».

Art. 6.- L'article 20 de la loi est modifié comme suit :

1. A l'alinéa a), le mot « luxembourgeois » est inséré après le mot « brevet ».
2. A l'alinéa b), les mots « ou de prendre contact avec lui » sont ajoutés à la fin de la phrase.
3. A l'alinéa c), les mots « et une ou plusieurs revendications rédigées en langues française, allemande, anglaise ou luxembourgeoise » sont remplacés par les mots « ou un renvoi à une demande déposée antérieurement, conformément aux dispositions arrêtées par règlement grand-ducal ».

Art. 7.- A l'article 29 de la loi, les mots « déclare la demande irrecevable et » sont supprimés. Sont insérés après le mot « déposant », les mots « dans les meilleurs délais et lui offre la possibilité de se conformer à ces conditions ou de présenter des observations, dans un délai fixé par règlement grand-ducal ».

Art. 8.- L'article 30 de la loi est modifié comme suit :

1. Au paragraphe 1^{er}, les mots « sauf s'il a déjà fait connaître par écrit son intention de procéder à pareille régularisation » sont supprimés.
2. Le paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante:
« 4. Si, dans les délais fixés par règlement grand-ducal, les documents visés à l'article 19, paragraphe 1^{er}, litt. a), b), c) et e) ainsi qu'à l'article 19, paragraphe 3, litt. a), c) et e) ne sont pas fournis ou la taxe due pour le dépôt de la demande de brevet n'est pas payée, la demande est réputée retirée. ».
3. Le paragraphe 6 est supprimé.
4. Au paragraphe 8, les mots « sinon de quatre mois à compter de la date de dépôt de la demande » sont remplacés par les mots « respectivement par un règlement grand-ducal ». Les mots « rejetée sur proposition du service par un arrêté ministériel » sont remplacés par les mots « réputée retirée ».

Art. 9.- A l'article 31, paragraphe 4 de la loi, les mots « sept ans » sont remplacés par les mots « treize mois ». Les mots « à la même date que celle du dépôt de la demande divisionnaire sous peine d'irrecevabilité de celle-ci. » sont remplacés par les mots « dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande divisionnaire ».

Art. 10.- A l'article 33, paragraphe 1^{er} de la loi, les mots « Cette réquisition n'est pas recevable si elle est présentée avant l'expiration d'une période de deux mois à compter du dépôt de la demande de brevet, si elle n'est pas accompagnée de la preuve de paiement de la taxe administrative y afférente ou si » sont remplacés par les mots « La mise à disposition du public requise par le demandeur est suspendue aussi longtemps que ».

Art. 11.- A l'article 34, paragraphe 1^{er} de la loi, les mots « et jusqu'à la date de la délivrance du brevet » sont supprimés.



Art. 12.- L'article 35 de la loi est modifié comme suit :

1. Au paragraphe 1^{er}, les mots « un organisme à désigner par arrêté grand-ducal » et « un organisme désigné par arrêté grand-ducal » sont remplacés par les mots « l'Office européen des brevets ».

2. Au paragraphe 1^{er}, première phrase, les mots « 18 mois » sont remplacés par les mots « treize mois ». Les mots « , sous peine de voir considérer sa demande de brevet comme réputée retirée et dans les conditions à prévoir par règlement grand-ducal » sont insérés après les mots « doit produire ».

3. Au paragraphe 1^{er}, litt. b), les mots « accompagnés des documents d'une copie certifiée conforme desdites demandes de brevet ou titre de propriété industrielle analogue, s'il s'agit de demandes étrangères ou régionales, ainsi que d'une traduction de celles-ci dans les cas prévus par le règlement grand-ducal » sont supprimés.

4. Le paragraphe 1bis est supprimé.

5. Le paragraphe 2 est complété par la phrase suivante : « Il peut être accompagné d'une opinion écrite de l'Office européen des brevets sur la brevetabilité de l'invention. ».

6. Au paragraphe 5, les mots « n'est pas recevable si elle n'est pas accompagnée de la preuve de paiement des taxes de recherche, si elle ne satisfait pas aux autres exigences de la présente loi, ou si » sont remplacés par les mots « donne lieu au paiement d'une taxe de recherche. L'établissement du rapport de recherche est suspendu aussi longtemps que ».

7. Le paragraphe 6 est remplacé par la disposition suivante :

« 6. Si l'Office européen des brevets estime que les conditions de l'article 21 ne sont pas réunies, il établit le rapport de recherche sur la partie de la demande de brevet rattachée à l'objet principal des revendications ».

Art. 13.- A l'article 37 de la loi, le mot « pièces » est remplacé par le mot « documents ».

Art. 14.- L'article 39 de la loi est modifié comme suit :

1. L'intitulé de l'article est remplacé par l'intitulé suivant : « Impossibilité d'établir un rapport de recherche ».

2. Aux paragraphes 1^{er} et 2, les mots « l'organisme désigné par arrêté grand-ducal », « l'organisme » et « l'organisme chargé de l'établissement du rapport de recherche » sont remplacés par les mots « l'Office européen des brevets ».

3. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « auquel il impartit un délai de quatre mois pour corriger les éléments défectueux de la demande de brevet par application de l'article 37 et renouveler la requête en vue de l'établissement du rapport de recherche. Cette requête donne lieu au paiement d'une taxe de recherche.» sont remplacés par les mots « laquelle se substitue au rapport de recherche aux fins de la délivrance du brevet ».

4. Les alinéas 2 et 3 du paragraphe 2 sont supprimés.



5. Au paragraphe 4, les mots « de quatre mois » sont remplacés par les mots « fixé par règlement grand-ducal ». Le mot « pièces » est remplacé par le mot « documents ».

6. Au paragraphe 5, les mots « délivrance du brevet est refusée » sont remplacés par les mots « demande de brevet est rejetée ».

Art. 15.- L'article 40 de la loi est modifié comme suit :

1. Le paragraphe 2 est complété par la phrase suivante:

« Dans le cas d'un dépassement du délai pour déposer une demande de brevet bénéficiant d'un droit de priorité, le délai de présentation de la requête de restitution est de 2 mois à compter de la fin du délai de priorité. ».

2. Au paragraphe 3, la phrase « Elle n'est réputée présentée qu'à la condition d'être accompagnée de la preuve que la taxe de restitutio in integrum, fixée par arrêté grand-ducal, a été acquittée. » est remplacée par la phrase « Elle donne lieu au paiement d'une taxe fixée par règlement grand-ducal. ».

3. Le paragraphe 4 est complété par la phrase suivante : « En cas de rejet envisagé, le requérant a la possibilité de présenter des observations avant la prise de décision finale, conformément à la procédure prévue par règlement grand-ducal. ».

4. Au paragraphe 5, les mots « le dépôt d'une demande de brevet revendiquant la priorité d'une demande antérieure pour la même invention conformément à l'article 26, paragraphe 1^{er} » sont supprimés.

Art. 16.- L'article 41 de la loi est modifié comme suit :

1. Le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Le brevet est délivré dès la mise à disposition du public du dossier de la demande de brevet conformément à l'article 33 ou, le cas échéant, dès l'expiration du délai d'intervention accordé au titulaire de la demande de brevet conformément à l'article 37. Le titulaire de la demande peut requérir que le brevet soit délivré avant l'expiration dudit délai. ».

2. Le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« 3. Le brevet délivré comprend les pièces techniques en leur dernier état. ».

Art. 17.- L'article 43, paragraphe 2 de la loi est modifié comme suit :

1. Les mots « un brevet délivré dans les conditions de l'article 41, deuxième paragraphe » sont remplacés par les mots « le brevet ».

2. Le paragraphe est complété par la phrase suivante: « Le jour anniversaire du dépôt n'est pas compris dans la période de protection. ».



3. La phrase « Les droits conférés par un brevet délivré dans les conditions de l'article 41, troisième paragraphe s'éteignent au plus tard après six ans à compter de la date de dépôt de la demande. » est supprimée.

Art. 18.- L'article 47 de la loi est complété par les alinéas suivants :

« g) aux actes autorisés en vertu de l'article 13, paragraphe 6, de la directive 2001/82/CE du Parlement et du Conseil, du 6 novembre 2001, instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires ou de l'article 10, paragraphe 6, de la directive 2001/83/CE du Parlement et du Conseil, du 6 novembre 2001, instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne tout brevet portant sur le produit au sens de l'une ou l'autre de ces directives;

h) aux actes et à l'utilisation des informations obtenues tels qu'autorisés en vertu des articles 5 et 6 de la directive 2009/24/CE du Parlement et du Conseil, du 23 avril 2009, concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, en particulier par ses dispositions relatives à la décompilation et à l'interopérabilité. ».

Art. 19.- A l'article 70, paragraphe 2 de la loi, les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « fixé par règlement grand-ducal ».

Art. 20.- A l'article 74 de la loi, le paragraphe suivant est inséré entre les paragraphes 5 et 6 :

« 5bis. Dans le cadre d'une action en nullité du brevet européen en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, son titulaire est habilité à limiter le brevet en modifiant les revendications conformément à l'article 105bis de la convention sur le brevet européen. Le brevet ainsi limité constitue l'objet de l'action en nullité engagée. »..

Art. 21.- A l'article 85, paragraphe 2 de la loi, les mots « loi du 28 décembre 1988 1. réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers et ayant réussi une épreuve de qualification dont les modalités sont fixées par règlement grand-ducal » sont remplacés par les mots « loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ».

Art. 22.- A l'article 88 de la loi, le paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante :

« 4. Après la publication de la demande de brevet, les dossiers d'une telle demande et du brevet auquel elle a donné lieu sont ouverts à l'inspection publique, selon les modalités à prévoir par règlement grand-ducal. ».

Art. 23.- L'article 89 de la loi est modifié comme suit :

1. Au paragraphe 2, les phrases « Aucune des taxes annuelles ne pourra dépasser un montant de vingt mille francs. Les autres taxes et surtaxes ne pourront être ni inférieures à deux cents francs ni supérieures à deux mille francs. » sont supprimées.

2. Les paragraphes 3 et 4 sont supprimés.



Chapitre 2 – Modification de la loi du 27 mai 1977 portant a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich, le 5 octobre 1973; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets

Art. 24.- A l'article 8, alinéa 2 de la loi du 27 mai 1977 portant a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich, le 5 octobre 1973; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets (ci-après « loi sur le brevet européen »), les mots « de la description » sont supprimés.

Art. 25.- L'article 10 de la loi sur le brevet européen est modifié comme suit :

1. A l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines » sont supprimés.

2. L'article est complété par l'alinéa suivant :

« Si la Grande Chambre de recours de l'Office européen des brevets rouvre la procédure devant la chambre de recours en vertu de l'article 112bis, paragraphe 5, deuxième phrase de la Convention sur la délivrance de brevets européens, une taxe annuelle:

a) qui serait venue à échéance conformément au premier alinéa du présent article au cours de la période débutant à la date à laquelle a été rendue la décision de la chambre de recours faisant l'objet de la requête en révision, et allant jusqu'à la date incluse à laquelle est signifiée la décision de la Grande Chambre de recours relative à la réouverture de la procédure devant la chambre de recours, échoit à cette dernière date. Cette taxe ainsi que toute taxe annuelle due dans un délai de trois mois à compter de cette dernière date peuvent encore être acquittées sans surtaxe dans un délai de trois mois à compter de cette dernière date. Le quatrième alinéa du présent article est applicable;

b) qui était déjà échue à la date à laquelle a été rendue la décision de la chambre de recours, sans que le délai prévu au quatrième alinéa ait toutefois déjà expiré, peut encore être acquittée dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle est signifiée la décision de la Grande Chambre de recours relative à la réouverture de la procédure devant la chambre de recours, sous réserve du paiement de la surtaxe visée au quatrième alinéa dans ce délai. ».

Art. 26.- Un article 10bis libellé comme suit est inséré entre l'article 10 et l'article 11 de la loi sur le brevet européen :

« Art. 10bis - L'inscription au registre européen des brevets des actes transmettant ou modifiant les droits attachés à une demande de brevet européen ou à un brevet européen rend ces actes opposables aux tiers.

Art. 27.- Des articles 16bis et 16ter libellés comme suit sont insérés entre l'article 16 et l'article 17 de la loi sur le brevet européen :

« Art. 16bis.- 1. Lorsque, en vertu de l'article 3 du règlement (UE) No 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 17 décembre 2012, mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, l'effet unitaire d'un brevet européen a été enregistré et s'étend au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ce brevet européen est réputé n'avoir pas pris effet en tant que brevet national au Grand-Duché de Luxembourg à la date de publication de la mention de sa délivrance dans le bulletin européen des brevets.

2. Un brevet européen à effet unitaire tel que visé au paragraphe précédent produit l'effet sur le brevet national tel que prévu à l'article 15.



Art.16ter - Si la demande d'effet unitaire d'un brevet européen tel que visée à l'article 15bis a été rejetée et le délai de paiement de la première taxe annuelle calculé selon l'article 10 a expiré, le titulaire du brevet dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la décision finale de rejet pour payer la ou les taxe(s) annuelle(s) due(s). ».

Chapitre 3 - Modification de la loi du 27 mai 1977 portant a) Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington, le 19 juin 1970; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets

Art. 28.- A l'article 2, alinéa 1^{er} de la loi du 27 mai 1977 portant a) Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington, le 19 juin 1970; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets (ci-après « loi sur le brevet PCT »), les mots « ou office désigné » sont supprimés.

Art. 29.- A l'article 3, alinéa 2 de la loi sur le brevet PCT, les mots « allemande ou française » sont remplacés par les mots « allemande, française ou anglaise ».

Art. 30.- L'article 6 de la loi sur le brevet PCT est rétabli dans la teneur suivante :

« Art.6.- Lorsqu'une demande internationale comporte la désignation ou l'élection du Luxembourg au sens de l'article 2 du Traité de coopération, cette demande est considérée comme tendant à l'obtention d'un brevet européen régi par les dispositions de la Convention sur la délivrance de brevets européens, faite à Munich le 5 octobre 1973. »

Chapitre 4 – Dispositions transitoires

Art. 31 .- 1. Les demandes de brevet luxembourgeois déposées avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et les brevets qui en sont issus restent soumis aux règles applicables à la date du dépôt de la demande de brevet.

2. Toutefois, l'exercice des droits résultant de brevets et de demandes de brevets sera régi par les dispositions de la présente loi, à compter du jour de son entrée en vigueur, sous réserve des droits acquis qui seront maintenus.

3. Les taxes annuelles à acquitter pour le maintien en vigueur des brevets qui sont venues à échéance avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises aux anciennes dispositions légales et réglementaires même si le paiement a lieu après cette date.

4. Les taxes annuelles qui viennent à échéance après la date d'entrée en vigueur de la présente loi tombent sous l'application de la nouvelle législation à moins que le paiement n'ait déjà été effectué avant cette date.

Art. 32.- Les articles 28 et 30 sont applicables uniquement aux demandes internationales déposées à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Chapitre 5 – Sanctions pénales en matière de marques de produits et de services et de dessins ou modèles

Art. 33.- Sont punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 100 à 100.000 euros ou à l'une de ces peines seulement :



- a) Ceux qui ont contrefait une marque et ceux qui ont frauduleusement fait usage d'une marque contrefaite;
- b) Ceux qui frauduleusement ont apposé ou fait apparaître par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur les produits de leur industrie ou les objets de leur commerce, une marque appartenant à autrui;
- c) Ceux qui ont sciemment vendu, mis en vente ou en circulation des produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleusement apposée ;
- d) Ceux qui ont contrefait un dessin ou modèle et ceux qui ont frauduleusement fait usage d'un dessin ou modèle contrefait ;
- e) Ceux qui ont sciemment vendu, mis en vente ou en circulation des produits revêtus d'un dessin ou modèle contrefait ou frauduleusement apposé.

Art. 34.- A moins de dérogation expresse les dispositions du premier livre du Code pénal et l'art. 505 du même Code sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 35.- Peut être condamné à un emprisonnement de six mois à six ans et à une amende de 200 à 200.000 euros ou à l'une de ces peines seulement, celui qui aura commis l'un des délits prévus par l'art. 1^{er} dans les cinq années qui suivront une précédente condamnation prononcée par application du même article.

Art. 36.- Peuvent être confisqués, en tout ou en partie, les produits portant une marque, un dessin ou modèle contrefait ou frauduleusement apposé, ainsi que les instruments et les ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit, si le condamné en est propriétaire.

Les objets confisqués peuvent être adjugés au plaignant qui se sera porté partie civile, à compte ou à concurrence de ses dommages-intérêts.

Le tribunal peut ordonner, dans tous les cas, la destruction des marques, dessins ou modèles contrefaits.

Art. 37.- Le tribunal peut ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera, et inséré en entier ou en extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Art. 38.- Les personnes morales sont solidairement tenues responsables des condamnations, dommages et intérêts, amendes, frais, confiscations, restitutions et sanctions pécuniaires et en nature, prononcées pour infraction aux dispositions de la présente loi contre leurs administrateurs, représentants et préposés.

En outre, le tribunal peut ordonner, soit à titre définitif, soit à titre temporaire pendant la durée qu'il précise, la fermeture de l'établissement exploité par le condamné pour une durée qui ne dépassera pas 5 ans.

Art. 39.- Est puni d'une amende de 251 à 120.000 euros, celui qui démarché en tous lieux des personnes physiques ou morales pour leur proposer :

- Soit d'effectuer l'inscription des marques, dessins ou modèles dans des registres ou des publications non officiels, en leur faisant croire que ladite inscription est nécessaire pour que ces droits produisent des effets ;
- Soit de souscrire un titre quelconque censé protéger des inventions ou créations mais qui ne bénéficie d'aucune reconnaissance ou garantie officielle, nationale ou internationale, en abusant de la confiance, de l'ignorance ou de la crédulité de ces personnes.



Chapitre 6 – Entrée en vigueur

Art. 40.- La présente loi entre en vigueur le 15 avril 2016



III. Commentaire des articles

Chapitre 1 – Modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée

Ad art. 1^{er}: Les définitions des termes « Convention sur le brevet européen » et de « Office européen des brevets » sont ajoutées, les termes revenant plusieurs fois par la suite.

Ad art. 2: La formulation de l'article 4, paragraphe 4 de la loi est harmonisée avec l'article 53 de la Convention sur le brevet européen tel que révisé en 2000 (texte appelé « CBE 2000 », entré en vigueur le 13 décembre 2007).

Ad art. 3, paragraphe 1^{er}: Etant donné les modalités actuelles de la procédure de délivrance d'un brevet européen qui encouragent la désignation de tous les Etats contractants dans une demande de brevet européen, il a été rendu nécessaire d'introduire des critères supplémentaires pour éviter que l'état de la technique fictif comprenant les demandes de brevet qui n'ont pas encore été publiées inclut des demandes de brevet européen pour lesquelles le déposant n'a finalement pas l'intention de demander la protection au Luxembourg. Le texte est inspiré de l'article 3 paragraphe 2 de la loi allemande sur les brevets⁸.

Ad art. 3, paragraphe 2: Le nouveau paragraphe 5 de l'article 6 de la loi reprend le texte de l'article 53 paragraphe 3 tel que figurant dans la CBE 2000. Il introduit pour les brevets dans le domaine pharmaceutique une protection de produit limitée à une deuxième indication médicale et à des indications médicales ultérieures d'un produit déjà connu en tant que médicament.

Ad art. 4: La modification de l'article 18, paragraphe 2 vise à adapter la formulation à une procédure de dépôt électronique en enlevant les références à des documents sur support papier (« pièces », « timbres »).

Ad art.5, paragraphe 1^{er}: La liste des langues autorisées pour l'obtention d'un brevet luxembourgeois est introduite à l'article 19, paragraphe 1^{er}, étant donné qu'elle doit être enlevée à l'article 20 c) qui concerne la fixation de la date de dépôt de la demande de brevet.

Ad art. 5, paragraphe 2: La taxe de publication est supprimée, seule une taxe de dépôt est à payer lors du dépôt de la demande. Le délai de paiement est fixé dans le règlement grand-ducal sur les taxes en matière de brevets⁹.

Ad art. 6: A l'article 20, les exigences pour la fixation d'une date de dépôt ont été adaptées à l'article 5 du PLT.

Paragraphe 1: L'ajout du terme „luxembourgeois“ au paragraphe a) distingue le dépôt de celui d'une demande de brevet européen ou PCT, qui peuvent également être effectuées auprès du service luxembourgeois, mais qui tombent sous une autre législation.

⁸ <http://www.gesetze-im-internet.de/patg/BJNR201170936.html>

⁹ Règlement grand-ducal du 17 novembre 1997 portant fixation des taxes et rémunérations à percevoir en matière de brevets d'invention, tel que modifié



Paragraphe 2: La modification de l'alinéa b) découle de l'article 5, 1)a)ii) du PLT, celle de l'alinéa c) de l'article 5, 7) du PLT.

Paragraphe 3: Du point de vue du déposant, la conséquence pratique la plus importante est qu'il lui sera possible d'obtenir une date de dépôt sur base d'une description dans une langue autre que celles admises pour la délivrance du brevet, et sans devoir déposer des revendications, qui sont plus difficiles à rédiger que la description. Les documents manquants devront être fournis par la suite.

Ad art. 7: Alors qu'en vertu du texte actuel de l'article 29, un dossier de dépôt de brevet qui serait incomplet et qui ne permettrait pas qu'une date de dépôt puisse être attribuée serait simplement retourné au déposant, le nouveau texte prévoit qu'une procédure de régularisation rend possible au déposant de compléter ou de corriger sa demande, jusqu'à ce que les conditions d'attribution d'une date de dépôt soient remplies.

Ad art. 8, paragraphe 1^{er}: La dernière partie de la phrase du paragraphe 1^{er} de l'article 30 est supprimé, étant donné que l'article 6, paragraphe 7 du PLT exige qu'une notification soit envoyée au déposant dans chaque cas, même si le déposant a déjà indiqué qu'il a l'intention de régulariser sa demande.

Ad art. 8, paragraphe 2: Le paragraphe 4 de l'article 30, qui établit la liste des documents dont la non-régularisation dans les délais mène à l'échec du dossier du brevet - la demande étant réputée retirée -, est reformulé. La fixation des délais applicables est prévue désormais dans le règlement grand-ducal sur les procédures en matière de brevets¹⁰.

L'obligation de fournir une preuve de paiement (ancien article 19, paragraphe 3, litt. g)) a déjà été supprimée lors d'une révision précédente de la loi, alors qu'une référence à ce point g) était restée par erreur dans l'article 30. Le texte est modifié en conséquence.

La liste des documents visés par la sanction du retrait de la demande à défaut de régularisation comprend les éléments suivants :

- la requête (art. 19.1 a)) ;
- la description (art. 19.1 b)) ;
- les revendications (art. 19.1 c)) ;
- l'abrégé (art. 19.1 e)) ;
- la traduction (le cas échéant) (art. 19.3 a)) ;
- la désignation de l'inventeur (art. 19.3 c)) ;
- la déclaration indiquant l'origine du droit au brevet (le cas échéant) (art. 19.3 e)).

Pour les autres documents visés par l'article 19, aux paragraphes 1^{er} et 3, il existe des sanctions spécifiques en cas de non-régularisation, fixées aux paragraphes 5 (revendication de priorité) et 7 (dessins) de l'article 30.

- **Ad art. 8, paragraphe 3:** Etant donné que le délai pour la remise de la désignation de l'inventeur est fixé par règlement grand-ducal, il n'est plus nécessaire de prévoir un paragraphe spécifique pour ce document. Une référence à ce document est ajoutée au paragraphe 4 de l'article 30.

¹⁰ Règlement grand-ducal du 17 novembre 1997 concernant la procédure et les formalités administratives en matière de brevets d'invention



- **Ad art. 8, paragraphe 4:** La fixation du délai de régularisation par défaut est transférée dans le règlement grand-ducal sur les procédures. La sanction de la non-régularisation est harmonisée avec les paragraphes 4 et 6.

- **Ad art. 9:** En ce qui concerne les demandes divisionnaires visées par l'article 31, le délai pour demander l'établissement d'un rapport de recherche est harmonisé avec celui applicable en général, fixé à l'article 35. La durée de sept ans figurant dans le texte actuel est due à un oubli, le délai général pour demander un rapport de recherche était de sept ans dans le texte initial de la loi, a été ensuite ramené à dix-huit mois.

Ad art. 10: La formulation de l'article 33 est modifiée pour permettre au déposant de requérir une publication anticipée de sa demande de brevet déjà lors du dépôt et d'éviter ainsi une deuxième démarche séparée. La taxe de publication anticipée est supprimée.

Ad art. 11: Etant donné que la plupart des demandes de brevet luxembourgeois sont prêtes à être délivrées au moment où la demande de brevet est rendue accessible au public (dix-huit mois à compter du dépôt), la formulation actuelle de l'article 34 rend dans ces cas impossible le dépôt d'observations par des tiers, faute de délai minimum entre la publication et la délivrance. La modification supprime pour cette raison la date limite pour le dépôt de ces observations. Vu que les brevets luxembourgeois sont délivrés sans examen de la brevetabilité de l'invention et que les observations n'ont pas d'incidence sur la décision de délivrer ou non le brevet, celles-ci pourront être déposées également après la délivrance du brevet.

Ad art. 12, paragraphe 1^{er}: L'article 35 est modifié pour désigner dans la loi elle-même l'Office européen des brevets en tant qu'organisme de recherche. Il est peu vraisemblable qu'un autre organisme puisse un jour être utilisé, les déposants étant fortement attachés à la qualité des rapports de recherche établis par l'OEB. En conséquence, les termes « organisme désigné par arrêté grand-ducal » sont remplacés par « Office européen des brevets ».

Ad art. 12, paragraphe 2: Le délai pour requérir l'établissement d'un rapport de recherche ou pour valider un rapport de recherche existant est réduit de dix-huit à treize mois, afin de l'harmoniser avec les procédures en vigueur en Belgique et aux Pays-Bas. La réduction n'aura pas beaucoup d'incidence en pratique étant donné que la plupart des déposants demandent l'établissement du rapport dès le dépôt, vu la durée nécessaire pour établir celui-ci (six à neuf mois) et la durée du droit de priorité qui est de douze mois. Le déposant a en général intérêt à demander le rapport de recherche aussi rapidement que possible pour que celui-ci soit disponible en temps utile avant la fin du délai de priorité, car c'est à ce moment que la décision doit être prise en ce qui concerne le dépôt du même brevet à l'étranger.

Ad art. 12, paragraphe 3: La liste des documents à fournir lors de la validation d'un rapport de recherche est supprimée. Les détails de la procédure sont fixés dans le règlement grand-ducal.

Ad art. 12, paragraphe 4: La suppression du brevet de courte durée sans rapport de recherche est réalisée par l'ajout du bout de phrase à l'alinéa 1^{er} de l'article 35, paragraphe 1^{er}, la suppression de l'article 35 paragraphe 1bis et la modification de l'article 41.

Ad art. 12, paragraphe 5: L'ajout de la phrase à la fin du paragraphe 2 de l'article 35 vise à créer une base juridique solide pour l'opinion écrite sur la brevetabilité que l'OEB délivre depuis quelques années avec son rapport de recherche. En l'absence de mention dans la loi à cette opinion écrite, qui est



publiquement accessible, un déposant pourrait être tenté de contester la présence de cette dernière dans le dossier si celle-ci est défavorable à son brevet.

Ad art. 12, paragraphe 6: Le paragraphe 5 de l'article 35 est reformulé pour permettre au déposant de requérir l'établissement d'un rapport de recherche déjà lors du dépôt, même si la demande de brevet doit encore être régularisée. La requête de rapport de recherche ne sera toutefois transmise à l'OEB qu'à partir du moment où les éventuelles irrégularités de la demande de brevet auront été corrigées.

Ad art. 12, paragraphe 7: La procédure en cas de constat de défaut d'unité de la demande de brevet par l'Office européen des brevets est simplifiée, avec comme ligne directrice que le rapport de recherche constitue une information pour le déposant et les tiers (lorsqu'il devient public), mais que son contenu n'a pas de conséquences en ce qui concerne l'issue de la procédure de délivrance. Pour cette raison, la sanction de retrait partiel automatique figurant à la deuxième phrase du paragraphe 6 est supprimée. D'autre part, dans le cadre de la coopération avec les offices nationaux en matière de rapports de recherche, l'OEB ne permet pas de demander une recherche additionnelle en cas de défaut d'unité de l'invention. Dans ce cas, le demandeur pourra déposer une ou plusieurs demandes divisionnaires qui feront l'objet de leur propre rapport de recherche. En conséquence, la référence aux taxes de recherche additionnelles est supprimée.

Ad art. 13: A l'article 37, le terme « pièces » est remplacé par le terme plus neutre « documents », pour couvrir également les futures procédures de dépôt électronique.

Ad art. 14, paragraphe 1^{er}: Etant donné que les modifications de l'article 39 ont comme conséquence de supprimer la procédure de régularisation lors de l'établissement du rapport de recherche, l'intitulé de l'article est adapté.

Ad art. 14, paragraphe 2: la modification est la conséquence de celle apportée par l'article 12, paragraphe 1^{er}.

Ad art. 14, paragraphes 3 et 4: La procédure de régularisation de la demande de brevet en cas d'impossibilité de l'OEB à effectuer une recherche en raison des irrégularités de la demande est supprimée, car l'OEB ne la prévoit plus dans ses accords de coopération avec les offices nationaux. Il n'y a pas eu un tel cas depuis l'entrée en vigueur de la loi en 1998, l'OEB ayant toujours été capable d'effectuer un rapport de recherche. Si une demande est tellement incompréhensible qu'une recherche n'est pas possible, les chances de brevetabilité sont minimales, par défaut de divulgation suffisante de l'invention, ce qui est signalé par le constat de l'OEB qui fait partie du dossier du brevet délivré. La procédure de pétition prévue actuellement au paragraphe 2 est excessivement complexe. Pour cette raison, il est proposé de la supprimer.

Ad art. 14, paragraphe 5: La fixation du délai de régularisation est transférée dans le règlement d'exécution.

Ad art. 14, paragraphe 6: La formulation de l'acte de rejet de la demande est harmonisée avec celle utilisée dans d'autres articles de la loi.

Ad art. 15, paragraphe 1^{er}: le PLT exige une procédure de restitution dans le cas où le demandeur a dépassé le délai pour déposer sa demande de brevet pouvant bénéficier d'un droit de priorité. Le délai pour demander une telle restitution est de deux mois à compter de la fin du délai de priorité.



Ad art. 15, paragraphe 2: La deuxième phrase est modifiée pour enlever la référence à une preuve de paiement. La taxe en question est fixée dans le règlement grand-ducal.

Ad art. 15, paragraphe 3: L'article 12, paragraphe 5 du PLT rend obligatoire une possibilité pour le requérant de commenter un refus envisagé de sa demande en restitutio in integrum avant la décision définitive.

Ad art. 15, paragraphe 4: L'exclusion du délai de priorité de la procédure de restitution n'est pas conforme à l'article 12, paragraphe 2 du PLT et doit être supprimée.

Ad art. 16, paragraphe 1^{er}: Le paragraphe 2 de l'article 41 est modifié pour mieux refléter le déroulement dans le temps de la procédure de délivrance du brevet.

La mise à disposition du public est en effet une condition pour que le brevet puisse être délivré. Dans la plupart des cas, le brevet est délivré dans un délai de dix-huit mois à compter du dépôt respectivement de la date de priorité. Le déposant peut choisir d'accélérer la délivrance en demandant une publication anticipée (article 33 paragraphe 1^{er} de la loi) et en renonçant expressément au délai de quatre mois qui lui est accordé après la transmission du rapport de recherche pour effectuer des modifications des pièces techniques. La deuxième phrase du paragraphe introduit cette option de renonciation au délai de modification.

Ad art. 16, paragraphe 2: La suppression du texte actuel du paragraphe 3 de l'article 41 est la conséquence de la suppression de l'article 35, paragraphe 1)bis, qui a comme effet d'abolir la délivrance de brevets de courte durée sans rapport de recherche.

Le nouveau texte précise que le titre délivré comprend les modifications des pièces techniques déposées par le demandeur, le cas échéant.

Ad art. 17, paragraphes 1^{er} et 3: L'article 43 est modifié pour tenir compte de la suppression du brevet de courte durée.

Ad art. 17, paragraphe 2: Une phrase est ajoutée pour préciser à quel moment le brevet expire exactement. Un brevet déposé le 10 juillet 2010 expire ainsi à la fin du 9 juillet 2030. Le texte actuel présente une insécurité juridique en ce qui concerne la question de savoir si le dernier jour anniversaire du dépôt est encore compris dans la période de protection.

Ad art. 18: L'article 47 qui comprend une liste de limitations aux effets du brevet est complété pour l'harmoniser avec l'article 27 de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 19 février 2013¹¹ (ci-après « l'Accord »). Deux exceptions aux droits exclusifs conférés par le brevet sont ajoutées, en reprenant les textes des alinéas d) et k) de l'article 27 de l'Accord.

Point g) Il s'agit de mettre en place l'exception dite « Bolar ». Cet alinéa reprend une disposition de la directive 2004/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain.

¹¹ Projet de loi de ratification No 6696



Le nouvel article 10, paragraphe 6 introduit dans la directive 2001/83CE prévoit que « La réalisation des études et des essais nécessaires en vue de l'application des paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4 et les exigences pratiques qui en résultent ne sont pas considérées comme contraire aux droits relatifs aux brevets et aux certificats complémentaires de protection pour les médicaments ». Ces paragraphes 1^{er} à 4 visent différentes procédures d'obtention d'autorisations de mise sur le marché.

La disposition entend clarifier que les activités entreprises par les fabricants de médicaments pour obtenir une autorisation de mise sur le marché de leurs médicaments ne constituent pas une violation du brevet d'un concurrent. Elle concerne notamment les fabricants de médicaments génériques qui souhaitent réaliser ces tests lorsque le brevet ou le certificat complémentaire de protection couvrant le médicament d'origine est encore en vigueur, afin de pouvoir commercialiser leur générique dès l'expiration du brevet ou du certificat complémentaire. Si les tests constituaient une violation de brevet, le lancement des génériques serait considérablement retardé. Etant donné la jurisprudence divergente, le législateur communautaire a souhaité trancher définitivement cette question.

Point h): Ce nouveau paragraphe précise que les actes de décompilation de programmes d'ordinateur aux fins de garantir l'interopérabilité avec d'autres programmes, qui ne constituent pas une violation des droits d'auteur en vertu des articles 5 et 6 de la directive 2009/24 CE concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, ne sont pas non plus des actes pouvant être interdits par le titulaire d'un brevet.

Ad art. 19: La fixation du délai pour le paiement des taxes est désormais prévue dans le règlement d'exécution.

Ad art. 20: La révision de la Convention sur le brevet européen en 2000 a introduit une procédure de limitation d'un brevet européen devant l'Office européen des brevets (article 105bis de la CBE). Cette procédure permet au titulaire du brevet européen de demander une nouvelle rédaction, d'une portée plus restreinte, de son brevet, afin de rendre son droit exclusif plus solide au cas où, par exemple, des antériorités auraient été découvertes après la délivrance du brevet et menacent sa validité juridique. Le texte du nouveau paragraphe 5bis de l'article 74, qui est repris de l'article L614-12 (alinéa 3) du Code français de la propriété intellectuelle tel que révisé en 2008¹², transpose l'article 138, paragraphe 3 de la CBE qui exige que le titulaire d'un brevet européen ait la possibilité d'utiliser la procédure européenne de limitation dans le cadre d'une action en nullité du brevet devant un tribunal national.

Ad art. 21: La référence à la loi réglementant la profession des conseils en propriété industrielle est actualisée. La mention de l'épreuve de qualification est supprimée, étant donné que les conditions de qualification des conseils en propriété industrielle sont fixées dans ladite loi.

Ad art. 22: La modification de l'article 88, paragraphe 4 vise à limiter la disposition à son principe de base – l'accès du public aux documents – et transfère la détermination du mode de diffusion au règlement d'exécution. L'Office de la Propriété Intellectuelle a adopté une approche pragmatique en mettant les documents à disposition sur internet (serveur Espacenet de l'OEB¹³) et en fournissant sur demande des copies par e-mail ou sur papier, en fonction des besoins spécifiques des utilisateurs.

¹² <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006069414>

¹³ <http://worldwide.espacenet.com>



Ad art. 23: La modification de l'article 89 supprime plusieurs dispositions qui établissaient un cadre très rigide pour la fixation des taxes, qui peut être contraire à une politique équilibrée et flexible en matière de taxes de brevets. Il est souhaitable de pouvoir adapter régulièrement les taxes annuelles des brevets à l'inflation. Les montants actuels des taxes annuelles correspondant aux dernières années d'un brevet (c'est-à-dire des brevets maintenus jusqu'à la fin parce que l'invention présente un succès commercial) sont proche du plafond légal.

D'autre part, il est excessivement lourd de facturer les travaux accessoires et de faire payer la publication au Mémorial.

En ce qui concerne la suppression du paragraphe 4 de l'article 89, sa justification est que certaines taxes, telle que la taxe de recherche, peuvent être remboursées si la requête de recherche est retirée avant que l'Office européen des brevets n'ait commencé avec l'établissement du rapport de recherche.

Chapitre 2 – Modification de la loi du 27 mai 1977 portant a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich, le 5 octobre 1973; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets

Ad art. 24: A l'article 8, paragraphe 2 de la loi sur le brevet européen, les exigences de traduction d'une demande nationale de brevet issue d'une procédure de transformation d'une demande de brevet européen - procédure extrêmement rare au Luxembourg - sont alignées sur les exigences applicables aux demandes nationales directes depuis la loi de 1992, c'est-à-dire que dans le cas d'un dépôt en langue anglaise seules les revendications doivent être traduites en français ou en allemand.

Ad art. 25, paragraphe 1^{er}: La référence à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est supprimée dans l'article 10 de la loi sur le brevet européen pour ne pas faire obstacle à une éventuelle réorganisation future des tâches de perception des taxes de brevets au sein de l'administration gouvernementale.

Ad art. 25, paragraphe 2: Le nouvel alinéa ajouté à l'article 10 est repris de la règle 51, paragraphe 5 de la CBE et répond à une nouvelle situation qui peut se présenter depuis l'entrée en vigueur de la CBE 2000. Lorsque des décisions des chambres de recours sont révisées en vertu du nouvel article 112bis CBE, il peut arriver qu'un brevet européen dont la révocation est dans un premier temps passée en force de chose jugée, soit réactivé lorsque la procédure de recours est relancée. La question se pose de savoir comment il convient de procéder pour les paiements des taxes annuelles dues pour les années pendant lesquelles une demande ou un brevet semblent "éteints". La solution choisie pour le règlement d'exécution de la CBE donne des délais spécifiques au titulaire du brevet pour payer les taxes échues. Pour éviter tout problème d'interprétation dans le calcul de ces délais, il est proposé d'utiliser la même formulation dans la loi.

Ad art. 26: Un nouvel article 10bis est repris de l'article L614-11 du code français de la propriété intellectuelle et vise à combler une lacune créant une incertitude juridique en ce qui concerne les exigences d'inscription au registre de changements affectant le brevet européen, tels que les transferts de propriété. Après la délivrance du brevet européen, l'OEB maintient son registre pendant le délai d'opposition (neuf mois) et pendant une éventuelle procédure d'opposition. Il se pose dès lors la question si le titulaire du brevet doit notifier les changements affectant son brevet à l'OEB et au service luxembourgeois, pour être valablement inscrit et opposable aux tiers au Luxembourg. Du point de vue pratique, le registre luxembourgeois reprend les changements effectués dans le registre européen, par



un transfert hebdomadaire de données. Le nouvel article vise à assurer que ces données sont suffisantes pour rendre l'acte opposable aux tiers au Luxembourg.

Ad art. 27: Deux nouveaux articles sont insérés dans la loi sur le brevet européen:

Art. 16bis: Paragraphe 1 : Cette disposition est requise par le règlement (UE) N° 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 17 décembre 2012. Etant donné que sous le régime futur du brevet européen à effet unitaire, la demande d'effet unitaire peut être enregistrée dans un délai d'un mois à compter de la délivrance du brevet européen, un effet national du brevet européen naît dès la délivrance du brevet, avant l'enregistrement de l'effet unitaire. L'article 4, paragraphe 2 du règlement UE exige que les Etats membres prévoient dans leur droit national que dans cette situation, si l'effet unitaire est enregistré, le brevet est réputé ne pas avoir eu l'effet national d'un brevet européen délivré. Le paragraphe 2 vise à exclure la double protection d'une invention par un brevet national et un brevet européen à effet unitaire.

Art. 16ter: Cet article règle une situation qui peut se présenter lorsque la demande d'effet unitaire du brevet européen est finalement rejetée, après une procédure d'examen éventuellement suivie d'un recours dont la durée s'étend au-delà du délai pour payer la première taxe annuelle nationale requise au niveau national pour un brevet européen. Si le titulaire du brevet n'a pas obtenu l'enregistrement de l'effet unitaire, la seule possibilité de protection disponible est l'effet national du brevet européen classique. Toutefois, le délai de paiement pour la première taxe annuelle, dont la durée se situe entre deux mois au minimum et douze mois au maximum, avec un délai de grâce additionnel de six mois, peut déjà être dépassé. Dans ce cas, il doit être rendu possible au titulaire de brevet de payer les taxes annuelles échues dans un délai spécifique qui va au-delà du délai général de paiement des taxes annuelles, afin de ne pas le priver de toute protection.

Chapitre 3 - Modification de la loi du 27 mai 1977 portant a) Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington, le 19 juin 1970; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets

Ad art. 28 et 30: Le nouvel article 6 introduit un changement important en ce qui concerne l'application du Traité de coopération au Luxembourg. Il est proposé de fermer la « voie nationale » à l'issue de la phase internationale centralisée d'une demande PCT, conformément à la possibilité offerte par l'article 45, paragraphe 2 du Traité, qui prévoit que tout Etat qui fait partie d'un système de brevet régional (le brevet européen dans le cas du Luxembourg) peut décider que toute désignation de l'Etat dans une demande internationale de brevet vaut désignation de l'office régional (c'est-à-dire l'OEB). La justification de cette mesure est donnée dans l'exposé des motifs.

La modification de l'article 2 tient compte du fait qu'après la fermeture de la voie nationale, le service luxembourgeois ne pourra plus être un office désigné dans les demandes PCT.

Ad art. 29: L'anglais est inclus dans la liste des langues dans lesquelles les demandes internationales peuvent être déposées auprès du service luxembourgeois agissant en tant qu'office récepteur, vu que cette langue est acceptée pour les dépôts nationaux depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les brevets de 1992. Il est à noter que presque toutes les demandes internationales de brevet déposées par des entreprises luxembourgeoises sont aujourd'hui faites directement à l'OMPI ou à l'OEB, sans passer par le service national.



Chapitre 4 – Dispositions transitoires

Ad art. 31: Cet article reprend, dans une formulation légèrement modifiée au 1^{er} paragraphe, l'article 96 de la loi sur les brevets. Les nouvelles règles de la procédure de délivrance ne s'appliquent qu'aux dépôts effectués après l'entrée en vigueur de la loi. Les dépôts qui sont en instance de délivrance à ce moment seront encore traités selon les anciennes règles. Ce principe s'applique également aux questions de brevetabilité, notamment à l'article 3 de la présente loi.

Par contre, les dispositions de la nouvelle loi concernant l'exercice des droits de brevet et le maintien en vigueur des brevets sont applicables à tous les brevets, qu'ils aient été déposés avant ou après l'entrée en vigueur de la présente modification. Les articles 18 et 20 tombent notamment dans cette catégorie.

Ad art. 32: Etant donné que la fermeture de la phase nationale des demandes internationales limite les possibilités des titulaires de demandes, ce changement ne s'applique qu'aux demandes internationales déposées après l'entrée en vigueur de la loi. Il est donc précisé que seules les demandes ayant une date de dépôt postérieure à l'entrée en vigueur de la loi sont concernées. Puisque le choix de l'entrée en phase nationale ou régionale se fait au plus tard vingt mois respectivement trente mois à compter de la date de dépôt ou de la date de priorité, il reste suffisamment de temps aux titulaires des demandes pour se préparer à la situation modifiée en ce qui concerne la protection au Luxembourg.

Chapitre 5 – Sanctions pénales en matière de marques de produits et de services et de dessins ou modèles

Ad art. 33 : Cet article reprend le libellé de l'article 14 de la loi sur les marques de 1883. Seule la durée d'emprisonnement et le montant des amendes ont été adaptés à l'ampleur des infractions qui peuvent être désormais commises à l'échelle mondiale ainsi qu'à l'entrée en vigueur de l'euro et l'augmentation du niveau de vie.

Le montant des peines est repris de ce qui est prévu en Belgique.

De plus, les mêmes sanctions sont dorénavant encourues en cas de contrefaçon de dessins ou modèles. Cette situation n'était pas prévue par la loi de 1883 – les dessins ou modèles n'étaient pas encore protégés par une législation spécifique à l'époque - mais il est plus cohérent que les mêmes sanctions soient applicables en cas de contrefaçon de marques que de contrefaçon de dessins ou modèles.

Ad art. 34 : Cet article permet de ne pas exclure l'applicabilité du droit pénal général en matière de contrefaçon de marque, de dessins ou modèles.

De plus, l'article 505 du Code pénal relatif au recèlement des objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit est applicable en cas de contrefaçon de marques, de dessins ou modèles.

Cet article reprend le libellé de l'article 18 de la loi de 1883.

Ad art. 35 : Cet article reprend le libellé de l'article 16 de la loi de 1883. Seule la durée d'emprisonnement et le montant des amendes ont été adaptés à l'ampleur des infractions qui peuvent être désormais commises à l'échelle mondiale ainsi qu'à l'entrée en vigueur de l'euro et l'augmentation du niveau de vie.

Le montant des peines est repris de ce qui est prévu en Belgique.



L'article 35 de la présente loi vise à doubler les peines prévues à l'article 33 en cas de récidive.

Ad art. 36 : Afin d'éviter que des marchandises contrefaites puissent réintégrer le marché, le tribunal compétent peut ordonner l'attribution desdites marchandises au titulaire de droit lésé. De plus, les instruments et ustensiles qui ont servi à la production des marchandises contrefaites pourront aussi être accordés au titulaire de la marque afin de réparer son préjudice.

Dans l'éventualité où le tribunal choisit de ne pas attribuer les marchandises contrefaites au titulaire de droit, ce dernier a la possibilité d'ordonner la destruction des produits contrefaits.

Cet article reprend le libellé de l'article 17 de la loi de 1883.

Ad art. 37 : Le tribunal compétent peut prononcer la publication du jugement comme sanction supplémentaire. Cette publication se fera aux frais du condamné.

Cet article reprend le libellé de l'article 18 de la loi de 1883.

Ad art. 38 : La loi du 3 mars 2010 a introduit la responsabilité des personnes morales dans la législation nationale luxembourgeoise. Les articles 34 à 40, 57-2, 57-3, 75-1 et 86 alinéa 4 du code pénal prévoit cette responsabilité pénale des personnes morales.

Il est dès lors préférable de prévoir que la responsabilité solidaire des personnes morales sera retenue dans les situations où un administrateur, représentant ou préposé serait condamné pour contrefaçon. En effet, les personnes morales étant en général plus solvables que les personnes physique, il est avantageux de pouvoir fournir cette sécurité économique aux titulaires de marques victimes de contrefaçon.

Ces dispositions reprennent en partie les termes des articles 85 et 86 de la loi sur les droits d'auteur.

Ad art. 39 : Ce texte est repris d'une proposition faite par la section luxembourgeoise l'Association Internationale pour la Protection de la Propriété Intellectuelle (AIPPI) de pénaliser les agissements visant à démarcher les individus pour leur faire croire que leurs droits seront protégés alors que les démarches officielles et les titres de propriété n'auront pas été accordés officiellement.

Les montants ont été alignés avec ceux prévus dans la loi modifiée réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative. Afin de garantir une cohérence entre les sanctions applicables en droit luxembourgeois il est nécessaire de prévoir une fourchette similaire, en ce qui concerne les montants des sanctions, pour les pratiques déloyales et pour le démarchage illegal des personnes physiques dans le cadre des droits de propriété intellectuelle.

Cet article vise à sanctionner les personnes physiques ou morales qui font croire qu'ils fournissent des services officiels pour l'enregistrement des marques, dessins et modèles.

Les mêmes peines sont applicables lorsqu'une personne physique ou morale vend des titres de protection auxquels n'est attaché aucun droit reconnu.

Aucune peine privative de liberté n'a été prévue, contrairement à ce qui a été propose par l'AIPPI, afin de conserver les mêmes sanctions prévues en matière de pratiques déloyales.



Ad art. 40 : Il est proposé de faire entrer en vigueur la loi au 15 avril 2016, cette date coïncidant avec l'entrée en fonction d'un nouveau système de gestion informatique des brevets adapté aux nouvelles procédures prévues dans la loi.



IV. Fiche financière

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat)

Le projet de loi ne crée pas de nouvelles dépenses à charge du budget de l'Etat.

Les modifications apportées par l'article 23 du projet de loi, qui auront comme conséquence de supprimer certaines petites taxes administratives, n'auront pas d'impact significatif sur les recettes de l'Etat. Elles sont justifiées par le souci de simplification administrative.



V. Textes coordonnés

Loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée

Texte coordonné reprenant les lois suivantes :

- 1) loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (Mémorial A 49/1992) (entrée en vigueur le 1.1.1998)
- 2) loi du 24 mai 1998 portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (Mémorial A 45/1998)
- 3) loi du 11 août 2001 portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée par la loi du 24 mai 1998 (et d'autres lois) (Mémorial A 106/2001)
- 4) loi du 18 avril 2004 modifiant 1. la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, et 2. la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (Mémorial A 61/2004)
- 5) loi du 7 avril 2006 modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (Mémorial A 68/2006)
- 6) loi du 25 avril 2008 relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (Mémorial A 54/2008).
- 7) loi du 22 mai 2009 portant transposition de la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:
 - la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données
 - la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention(Mémorial A 117/2009)

ainsi que les propositions de modification apportées par le présent projet de loi (les parties de texte ajoutées sont soulignées, les parties de texte supprimées sont biffées)

TITRE Ier - Généralités

Art. 1er. – Définitions

Au sens de la présente loi, il faut entendre par:

– „Convention de Paris“, la Convention pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 20 mars 1883, y compris chacun de ses Actes de révision, ratifiés par le Grand-Duché de Luxembourg;



- „Accord instituant l'OMC“, l'Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce, signé à Marrakech, le 15 avril 1994;¹⁴
- « Convention sur le brevet européen », la Convention sur la délivrance de brevets européens, faite à Munich le 5 octobre 1973, telle que amendée;
- „Loi du 8 juillet 1967“, la loi concernant la divulgation et la mise en oeuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat;
- „ministre“, le ministre ayant la propriété intellectuelle dans ses attributions;
- „service“, le service national de la propriété intellectuelle fonctionnant en exécution de la Convention de Paris et de la législation nationale en matière de propriété intellectuelle;
- „chef de service“, le fonctionnaire chargé de la gestion des affaires de la propriété intellectuelle par le ministre en vertu et pour l'application des dispositions légales et réglementaires édictées en la matière;
- „tribunal“, le tribunal d'arrondissement siégeant en matière civile;
- „registre“, le registre des brevets d'invention tenu par le service;
- « Office européen des brevets », l'Office européen des brevets institué par la Convention sur le brevet européen;
- „mandataire agréé“, toute personne physique inscrite au registre des mandataires agréés conformément à l'article 85 de la présente loi;
- „matière biologique“: une matière contenant des informations génétiques et qui est autoreproductible ou reproductible dans un système biologique;¹⁵
- „procédé microbiologique“: tout procédé utilisant une matière microbiologique, comportant une intervention sur une matière microbiologique ou produisant une matière microbiologique;¹⁶
- „procédé d'obtention de végétaux ou d'animaux essentiellement biologique“: procédé consistant intégralement en des phénomènes naturels tels que le croisement ou la sélection;¹⁷
- „variété végétale“: variété végétale telle que définie à l'article 5 du règlement (CE) No 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales.¹⁸

Art. 2.– Conventions internationales

1. La présente loi ne porte pas atteinte à l'application des dispositions des conventions internationales en matière de propriété industrielle auxquelles le Grand-Duché de Luxembourg est partie.
2. Sans préjudice des droits accordés aux ressortissants des autres Etats parties à la Convention de Paris, les ressortissants luxembourgeois peuvent revendiquer l'application à leur profit, dans le Grand-Duché

¹⁴ Ajouté par la loi du 24 mai 1998, art.1er

¹⁵ Ajouté par la loi du 7 avril 2006, art.1er

¹⁶ Ajouté par la loi du 7 avril 2006, art.1er

¹⁷ Ajouté par la loi du 7 avril 2006, art.1er

¹⁸ Ajouté par la loi du 7 avril 2006, art.1er



de Luxembourg, des dispositions de cette Convention, ainsi que des arrangements, actes additionnels et protocoles de clôture qui ont modifié ou modifieront ladite Convention, dans tous les cas où ces dispositions sont plus favorables que la loi luxembourgeoise pour protéger leurs droits de propriété industrielle.

TITRE II - Du brevet d'invention et de la brevetabilité

Art. 3.– *Origine et consistance du brevet*

Sous les conditions et dans les limites fixées par la présente loi, une invention peut faire l'objet d'un titre de propriété industrielle délivré par le ministre et dénommé brevet qui confère à son titulaire ou à ses ayants cause un droit exclusif d'exploitation.

Art. 4.– *Inventions brevetables*

1. Sont brevetables les inventions nouvelles, impliquant une activité inventive et susceptibles d'application industrielle, même lorsqu'elles portent sur un produit composé de matière biologique ou en contenant, ou sur un procédé permettant de produire, de traiter ou d'utiliser de la matière biologique.

Une matière biologique isolée de son environnement naturel ou produite à l'aide d'un procédé technique peut être l'objet d'une invention, même lorsqu'elle préexistait à l'état naturel.¹⁹

2. Ne sont pas considérés comme des inventions au sens du paragraphe 1er notamment:

- a) les découvertes ainsi que les théories scientifiques et les méthodes mathématiques;
- b) les créations esthétiques;
- c) les plans, principes et méthodes dans l'exercice d'activités intellectuelles, en matière de jeu ou dans le domaine des activités économiques, ainsi que les programmes d'ordinateurs;
- d) les présentations d'informations.

3. Les dispositions du paragraphe 2 n'excluent la brevetabilité des éléments énumérés auxdites dispositions que dans la mesure où la demande de brevet ou le brevet ne concerne que l'un de ces éléments, considéré en tant que tel.

4. Ne sont pas ~~brevetables considérées comme des inventions susceptibles d'application industrielle au sens du paragraphe 1er~~ les méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique du corps humain ou animal et les méthodes de diagnostic appliquées au corps humain ou animal. Cette disposition ne s'applique pas aux produits, notamment aux substances ou compositions, pour la mise en oeuvre d'une de ces méthodes.

Art. 5.–²⁰

1. Ne sont pas brevetables les inventions dont l'exploitation commerciale serait contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, l'exploitation d'une invention ne pouvant être considérée comme telle du seul fait qu'elle est interdite par une disposition légale ou réglementaire;

¹⁹ Modifié par la loi du 7 avril 2006, art.2

²⁰ Modifié par la loi du 7 avril 2006, art.3



2. Au titre du paragraphe 1er ne sont notamment pas brevetables: a) les procédés de clonage des êtres humains; b) les procédés de modification de l'identité génétique germinale de l'être humain; c) les utilisations d'embryons humains à des fins industrielles ou commerciales; d) les procédés de modification de l'identité génétique des animaux de nature à provoquer chez eux des souffrances sans utilité médicale substantielle pour l'homme ou l'animal, ainsi que les animaux issus de tels procédés.

Art. 5bis. ²¹– 1. Ne sont pas brevetables:

a) les variétés végétales et les races animales;

b) les procédés essentiellement biologiques pour l'obtention de végétaux ou d'animaux.

2. Les inventions portant sur des végétaux ou des animaux sont brevetables si la faisabilité technique de l'invention n'est pas limitée à une variété végétale ou à une race animale déterminée.

3. Le paragraphe 1, point b), n'affecte pas la brevetabilité d'inventions ayant pour objet un procédé microbiologique, ou d'autres procédés techniques, ou un produit obtenu par ces procédés.

Art. 5ter. ²²– 1. Le corps humain, aux différents stades de sa constitution et de son développement, y compris les cellules germinales, ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, ne peuvent constituer des inventions brevetables.

2. Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, peut constituer une invention brevetable, même si la structure de cet élément est identique à celle d'un élément naturel.

3. Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière. Celle-ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de brevet.

Art. 6.– Nouveauté

1. Une invention est considérée comme nouvelle si elle n'est pas comprise dans l'état de la technique.

2. L'état de la technique est constitué par tout ce qui a été rendu accessible au public avant la date de dépôt de la demande de brevet par une description écrite ou orale, un usage ou tout autre moyen.

~~3. Est également considéré comme compris dans l'état de la technique le contenu de demandes de brevet luxembourgeois ainsi que de demandes de brevet européen ou internationales désignant le Luxembourg, telles qu'elles ont été déposées, qui ont une date de dépôt antérieure à celle mentionnée au paragraphe 2 et qui n'ont été publiées qu'à cette date ou qu'à une date postérieure.~~

Est également considéré comme compris dans l'état de la technique le contenu :

a) des demandes de brevet luxembourgeois;

b) des demandes de brevet européen;

²¹ Ajouté par la loi du 7 avril 2006, art.4

²² Ajouté par la loi du 7 avril 2006, art.4



c) des demandes internationales de brevet pour lesquelles l'Office européen des brevets est office désigné en vertu de l'article 153 paragraphe 2 de la Convention sur le brevet européen et pour lesquelles les conditions prévues à l'article 153 paragraphe 5 de la Convention sur le brevet européen ont été remplis,

telles qu'elles ont été déposées, qui ont une date de dépôt antérieure à celle mentionnée au paragraphe 2 et qui n'ont été publiées qu'à cette date ou à une date postérieure.

4. Les dispositions des paragraphes 1 à 3 n'excluent pas la brevetabilité, pour la mise en oeuvre d'une des méthodes visées à l'article 4, paragraphe 4, d'une substance ou composition, comprise dans l'état de la technique, à condition que son utilisation pour toute méthode visée audit article ne soit pas comprise dans l'état de la technique.

5. Les dispositions des paragraphes 1 à 3 n'excluent pas non plus la brevetabilité d'une substance ou composition visée au paragraphe 4 pour toute utilisation spécifique dans une méthode visée à l'article 4, paragraphe 4, à condition que cette utilisation ne soit pas comprise dans l'état de la technique.

Art. 7.– Divulgations non opposables

1. Pour l'application de l'article 6, une divulgation de l'invention n'est pas prise en considération si elle n'est pas intervenue plus tôt que six mois avant le dépôt de la demande de brevet et si elle résulte directement ou indirectement:

a) d'un abus évident à l'égard du demandeur ou de son prédécesseur en droit

ou

b) du fait que le demandeur ou son prédécesseur en droit a exposé l'invention dans des expositions officielles ou officiellement reconnues au sens de la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928 et révisée en dernier lieu le 30 novembre 1972.

2. Dans le cas visé sous la lettre b) du paragraphe 1er, ce dernier n'est applicable que si le demandeur déclare, lors du dépôt de la demande, que l'invention a été réellement exposée et produit une attestation à l'appui de sa déclaration dans le délai et dans les conditions à fixer par règlement grand-ducal.

Art. 8.– Activité inventive

Une invention est considérée comme impliquant une activité inventive, si, pour un homme du métier, elle ne découle pas d'une manière évidente de l'état de la technique. Si l'état de la technique comprend des documents visés à l'article 6, paragraphe 3, ils ne sont pas pris en considération pour l'appréciation de l'activité inventive.

Art. 9.– Application industrielle

Une invention est considérée comme susceptible d'application industrielle si son objet peut être fabriqué ou utilisé dans tout genre d'industrie, y compris l'agriculture.



TITRE III - Personnes habilitées à demander et à obtenir un brevet – Désignation de l'inventeur

Art. 10.– Habilitation à déposer une demande de brevet

Toute personne physique ou morale et toute entité, assimilée à une personne morale en vertu du droit dont elle relève, peut demander un brevet.

Art. 11.– Pluralité de demandeurs

Une demande de brevet peut être déposée par plusieurs demandeurs, qui exercent conjointement les droits reconnus à eux par la loi, même après la délivrance du brevet.

Art. 12.– Droit au brevet

1. Le droit au brevet appartient à l'inventeur ou à son ayant cause.
2. Si plusieurs personnes ont réalisé l'invention indépendamment l'une de l'autre, le droit au brevet appartient à celle qui a déposé la demande de brevet dont la date est la plus ancienne.
3. Dans la procédure devant le service, le demandeur est réputé habilité à exercer le droit au brevet.

Art. 13.– Inventeur salarié

1. Si l'inventeur est un salarié, le droit au brevet, à défaut de stipulation contractuelle plus favorable au salarié, est défini selon les dispositions ci-après.

L'invention appartient à l'employeur lorsqu'elle est faite par le salarié dans l'exécution, soit d'un contrat de travail comportant une mission inventive qui correspond à ses fonctions effectives, soit d'études ou de recherches qui lui sont explicitement confiées.

Il en va de même lorsque l'invention est faite par un salarié soit dans le cours de l'exécution de ses fonctions, soit dans le domaine des activités de l'entreprise, soit par la connaissance ou l'utilisation de techniques ou de moyens spécifiques à l'entreprise ou de données procurées par elle.

Toutes les autres inventions appartiennent au salarié.

2. Le salarié auteur d'une invention en informe son employeur qui en accuse réception.

Le salarié et l'employeur doivent se communiquer tous renseignements utiles sur l'invention en cause. Ils doivent s'abstenir de toute divulgation de nature à compromettre en tout ou en partie l'exercice des droits conférés par la présente loi.

Tout accord entre le salarié et son employeur ayant pour objet une invention de salarié doit, à peine de nullité, être constaté par écrit.

3. Lorsque l'employeur réalise grâce au brevet un bénéfice notable, il est tenu d'accorder à l'inventeur une part équitable du bénéfice ainsi réalisé.

4. Lorsqu'une action en justice est intentée par un salarié ayant fait une invention appartenant à l'employeur, pour laquelle un brevet a été délivré, et qu'il est établi que l'employeur réalise grâce à ce brevet un bénéfice notable, le tribunal allouera une rémunération spéciale au salarié. Avant tout progrès en cause, le tribunal entend les parties aux fins de conciliation sur le principe et le montant de la



rémunération. L'action ouverte à l'inventeur par le présent paragraphe se prescrit par trois ans à compter de la délivrance du brevet. Toutefois, le délai de prescription est suspendu pendant la durée d'une année, au cas où une demande en versement d'une rémunération spéciale est adressée à l'employeur par lettre recommandée.

5. Toute décision portant versement de rémunérations spéciales peut prévoir le paiement d'une somme forfaitaire de base et d'une allocation périodique ou encore le paiement de l'une seulement de ces rémunérations. A la demande d'une des parties, le tribunal qui a rendu la décision peut la modifier, la rétracter ou en suspendre l'application en tout ou en partie.

6. En déterminant le montant de la rémunération spéciale revenant au salarié le tribunal prend en considération toutes les circonstances dans lesquelles l'invention a été faite, notamment:

a) l'importance économique de l'invention et les conditions dans lesquelles le bénéfice notable a été réalisé;

b) la nature des tâches du salarié, son salaire et les autres avantages qu'il retire ou qu'il a retirés de son emploi, de la mission inventive ou de l'invention;

c) les efforts et le savoir-faire personnels du salarié dans la réalisation de l'invention;

d) les efforts et le savoir-faire qu'une autre personne a déployés conjointement avec le salarié en cause ainsi que l'assistance et les conseils fournis par d'autres salariés ne bénéficiant pas eux-mêmes de la qualité d'inventeur;

e) la contribution de l'employeur à la réalisation, au développement et à l'exploitation industrielle et commerciale de l'invention;

f) la nature et les dimensions de l'entreprise.

7. Sans préjudice de la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public, les dispositions du présent article sont également applicables aux agents de l'Etat, des collectivités publiques, des établissements publics ainsi que de toutes personnes morales de droit public.

8. Au sens du présent article, il faut entendre par brevet, tout titre de protection d'une invention délivré à l'employeur et produisant ses effets soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit dans un ou plusieurs pays étrangers.

9. Pour autant qu'il n'y est pas déjà pourvu par les paragraphes qui précèdent, un règlement grand-ducal peut fixer les mesures d'exécution du présent article.

Art. 14.– Demande de brevet par une personne non habilitée

1. Si un brevet a été demandé soit pour une invention qui a été soustraite à l'inventeur ou à ses ayants cause, soit en violation d'une obligation légale ou conventionnelle, la personne lésée peut revendiquer son droit à l'obtention du brevet.



Sous peine d'irrecevabilité, l'introduction d'une demande en justice fait l'objet d'une inscription au registre. Sont également inscrits la décision passée en force de chose jugée concernant la demande en justice ou tout abandon de celle-ci.

2. Si une décision passée en force de chose jugée a reconnu le droit à l'obtention du brevet à une personne visée à l'article 12, paragraphe 1er, autre que le demandeur, et à condition que le brevet n'ait pas encore été délivré, cette personne peut, dans les trois mois après que la décision est passée en force de chose jugée:

- a) poursuivre au lieu et place du demandeur, la procédure relative à la demande, en prenant cette demande à son compte;
- b) déposer une nouvelle demande pour la même invention, et
- c) demander le rejet de la demande.

3. Les modalités d'application du présent article seront fixées par règlement grand-ducal.

Art. 15.– Revendication du droit au brevet

1. Si un brevet a été délivré à une personne non habilitée en vertu de l'article 12, paragraphe 1er, la personne habilitée aux termes de cet article peut, sans préjudice de tous autres droits et actions, revendiquer le transfert en qualité de titulaire.

2. Lorsqu'une personne n'a droit qu'à une partie du brevet, elle peut revendiquer, conformément aux dispositions du paragraphe 1er, le transfert du brevet en qualité de cotitulaire.

3. Les droits visés aux paragraphes 1er et 2 ne sont exercés en justice que dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la mention relative à la délivrance du brevet a été publiée dans le Mémorial. Cette disposition ne s'applique pas si le titulaire du brevet savait, au moment de la délivrance ou de l'acquisition du brevet, qu'il n'avait pas droit au brevet.

4. L'introduction d'une demande en justice fait l'objet d'une inscription au registre. Sont également inscrits la décision passée en force de chose jugée concernant la demande en justice ou tout abandon de celle-ci.

Art. 16.– Effets du changement du titulaire du brevet

1. Lorsqu'un changement intégral de propriété d'un brevet est intervenu à la suite d'une demande en justice visée à l'article 15, les licences et autres droits s'éteignent par l'inscription de la personne habilitée au registre.

2. Si, avant l'inscription de l'introduction de la demande en justice,

- a) le titulaire du brevet a exploité l'invention ou fait des préparatifs effectifs et sérieux à cette fin, ou si
- b) le titulaire d'une licence l'a obtenue et a exploité l'invention sur le territoire luxembourgeois ou fait des préparatifs effectifs et sérieux à cette fin,

il peut poursuivre cette exploitation, à condition de demander une licence non exclusive au nouveau titulaire inscrit au registre. Il dispose, pour ce faire, d'un délai de deux mois à compter de la décision judiciaire, dans le cas prévu sub a) et de quatre mois à compter de l'inscription de la décision au registre,



dans le cas prévu sub b). La licence doit être concédée pour une période et à des conditions raisonnables.

3. Le paragraphe 2 n'est pas applicable si le titulaire du brevet ou de la licence était de mauvaise foi au moment du commencement de l'exploitation ou des préparatifs effectués à cette fin.

Art. 17.– Droit de l'inventeur à être désigné

L'inventeur a le droit, à l'égard du titulaire de la demande de brevet ou du brevet, d'être désigné en tant que tel auprès du service. L'inventeur peut s'opposer à la divulgation de son identité.

TITRE IV - De la demande de brevet

Chapitre Ier – Dépôt de la demande de brevet et conditions auxquelles elle doit satisfaire

Art. 18.– Dépôt de la demande

1. Quiconque veut obtenir un brevet est tenu de déposer une demande en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

2. Le dépôt des ~~pièces~~ documents à ce requis s'effectue auprès du service qui en délivre un accusé de réception ~~récépissé par l'apposition d'un timbre~~ indiquant la date de la réception des documents de la pièce sur une copie conforme de celle-ci, ceci sans préjudice des articles 20 et 28.

Art. 19.– Conditions auxquelles doit satisfaire la demande de brevet

1. La demande de brevet doit contenir les documents suivants, rédigés en langue française, allemande, anglaise ou luxembourgeoise:

- a) une requête en délivrance d'un brevet;
- b) une description de l'invention;
- c) une ou plusieurs revendications;
- d) les dessins auxquels se réfèrent la description ou les revendications;
- e) un abrégé.

2. La demande de brevet donne lieu au paiement de la taxe de dépôt ~~et de la taxe de publication~~; ~~ces taxes doivent être acquittées au plus tard un mois après le dépôt de la demande.~~ Cette taxe doit être acquittée dans un délai fixé par règlement grand-ducal.

3. La demande doit satisfaire en outre aux conditions légales et réglementaires et notamment être complétée par

- a) une traduction en langue française ou allemande portant sur les revendications, lorsque celles-ci ne sont pas rédigées en langues française, allemande ou luxembourgeoise;
- b) le cas échéant, la déclaration de priorité visée à l'article 27;



- c) la désignation de l'inventeur;
 - d) le cas échéant, la déclaration par laquelle l'inventeur s'oppose à la divulgation de son identité conformément à l'article 17;
 - e) à la demande du service, si le demandeur n'est pas l'inventeur ou l'unique inventeur, une déclaration indiquant l'origine du droit au brevet;
 - f) le cas échéant, la déclaration et l'attestation visées à l'article 7, paragraphe 2;
 - g) (abrogé)²³
4. Pendant toute la durée de la procédure devant le service, la traduction des pièces visées au paragraphe 3, litt. a) peut être rendue conforme au texte original.

5. Un règlement grand-ducal peut prévoir que la demande de brevet doit être complétée par une traduction en langues française ou allemande dans un délai à fixer dans le même règlement grand-ducal, lorsque les pièces visées au paragraphe 1er sont rédigées en langue luxembourgeoise.

Art. 20.– Date de dépôt

La date de dépôt de la demande est celle à laquelle le demandeur a produit les documents qui contiennent:

- a) une indication selon laquelle un brevet luxembourgeois est demandé;
- b) les indications qui permettent d'identifier le demandeur ou de prendre contact avec lui;
- c) une description ou un renvoi à une demande déposée antérieurement, conformément aux dispositions arrêtées par règlement grand-ducal et une ou plusieurs revendications rédigées en langues française, allemande, anglaise ou luxembourgeoise.

Art. 21.– Unité d'invention

1. La demande de brevet ne peut concerner qu'une invention ou une pluralité d'inventions liées entre elles de telle sorte qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général.

2. Le paragraphe précédent est entendu comme permettant notamment d'inclure dans une même demande de brevet:

- a) outre une revendication indépendante pour un produit, une revendication indépendante pour un procédé conçu spécialement pour la fabrication de ce produit et une revendication indépendante pour une utilisation de ce produit, ou
- b) outre une revendication indépendante pour un procédé, une revendication indépendante pour un dispositif ou moyen spécialement conçu pour la mise en oeuvre de ce procédé, ou
- c) outre une revendication indépendante pour un produit, une revendication indépendante pour un procédé conçu spécialement pour la fabrication de ce produit et une revendication indépendante pour un dispositif ou moyen spécialement conçu pour la mise en oeuvre de ce procédé.

²³ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 1er



Art. 22.– Exposé de l'invention

1. L'invention doit être exposée dans la demande de brevet de façon suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter.
2. Lorsque l'invention concerne l'utilisation d'une matière biologique auquel le public n'a pas accès, la description n'est pas considérée comme exposant l'invention d'une manière suffisante si une culture de la matière biologique n'a pas fait l'objet d'un dépôt auprès d'une autorité de dépôt internationale reconnue en vertu de l'article 7 du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest, le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980 et approuvé par la loi du 18 décembre 2009.²⁴

Art. 23.– Revendications

Les revendications définissent l'objet de la protection demandée. Elles doivent être claires et concises et se fonder sur la description.

Art. 24.– Dessins

Des dessins doivent être fournis lorsqu'ils sont nécessaires à l'intelligence de l'invention.

Art. 25.– Abrégé

L'abrége sert exclusivement à des fins d'information technique; il ne peut être pris en considération pour aucune autre fin, notamment pour apprécier l'étendue de la protection demandée et pour l'application de l'article 6 paragraphe 3.

Chapitre II – Priorité

Art. 26.– Droit de priorité

1. Celui qui a régulièrement déposé, dans ou pour l'un des Etats parties à la Convention de Paris, l'Accord instituant l'OMC ou un accord bilatéral ou multilatéral portant sur la reconnaissance réciproque de droits de priorité, une demande de brevet d'invention, de modèle d'utilité, de certificat d'utilité ou de certificat d'invention, ou son ayant cause jouit, pour effectuer le dépôt d'une demande de brevet pour la même invention, d'un droit de priorité pendant un délai de douze mois après le dépôt de la première demande.^{25 26}
2. Est reconnu comme donnant naissance au droit de priorité tout dépôt ayant la valeur d'un dépôt régulier en vertu de la législation nationale de l'Etat dans lequel il a été effectué ou en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux de réciprocité conclus avec le Grand-Duché de Luxembourg.
3. Par dépôt régulier, on doit entendre tout dépôt qui suffit à établir la date à laquelle la demande a été déposée et notamment tout dépôt qui satisfait aux conditions de l'article 20 de la présente loi, quel que soit le sort ultérieur de la demande qui fait l'objet de ce dépôt.
4. Est considérée comme première demande, dont la date de dépôt est le point de départ des titres de priorité, une demande ultérieure ayant le même objet qu'une première demande antérieure, déposée

²⁴ Modifié par la loi du 7 avril 2006, art.5

²⁵ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 2

²⁶ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 2



dans ou pour le même Etat, y compris le Grand-Duché de Luxembourg, à la condition que cette demande antérieure, à la date de dépôt de la demande ultérieure, ait été retirée, abandonnée ou refusée, sans avoir été soumise à l'inspection du public et sans laisser subsister de droits et qu'elle n'ait pas encore servi de base pour la revendication du droit de priorité. La demande ne peut plus alors servir de base pour la revendication du droit de priorité.

5. Dans la mesure où, pour la même invention, deux brevets ont été délivrés au même inventeur ou à son ayant cause avec la même date de dépôt ou de priorité respectivement, le brevet issu de la demande antérieure cesse de produire ses effets à compter de la date à laquelle a été délivré le brevet issu de la demande pour laquelle le droit de priorité est revendiqué. Le brevet qui s'est ainsi éteint ne renaît pas lorsque le brevet qui subsiste est atteint par une déchéance ou lorsque sa nullité est prononcée.

Art. 27.– Revendication de priorité

1. Le demandeur d'un brevet qui veut se prévaloir d'un dépôt antérieur est tenu de produire une déclaration et une copie de la demande antérieure dans les conditions et délais à fixer par règlement grand-ducal.

2. Des priorités multiples peuvent être revendiquées pour une demande de brevet, même si elles proviennent d'Etats différents. Le cas échéant, des priorités multiples peuvent être revendiquées pour une même revendication.

Si des priorités multiples sont revendiquées, les délais qui ont pour point de départ la date de priorité sont calculés à compter de la date de la priorité la plus ancienne.

3. Lorsqu'une ou plusieurs priorités sont revendiquées pour la demande de brevet, le droit de priorité ne couvre que les éléments de la demande de brevet qui sont contenus dans la demande ou dans les demandes dont la priorité est revendiquée.

4. Si certains éléments de l'invention pour lesquels la priorité est revendiquée ne figurent pas parmi les revendications formulées dans la demande antérieure, il suffit, pour que la priorité puisse être accordée, que l'ensemble des pièces de la demande antérieure révèle d'une façon précise lesdits éléments.

Art. 28.– Effet du droit de priorité

Par l'effet du droit de priorité, la date de priorité est considérée comme celle du dépôt de la demande pour l'application de l'article 6, paragraphes 2 et 3, et de l'article 12, paragraphe 2.

Chapitre III – Immatriculation et régularisation de la demande

Art. 29.– Immatriculation de la demande

Si la demande remplit les conditions pour qu'il lui soit accordé une date de dépôt, le service procède à son immatriculation et établit un certificat de dépôt. Lorsque la demande ne répond pas à ces conditions, le service ~~déclare la demande irrecevable~~ et en informe le déposant dans les meilleurs délais et lui offre la possibilité de se conformer à ces conditions ou de présenter des observations, dans un délai fixé par règlement grand-ducal.



Art. 30. – Régularisation de la demande – Sanction

1. Si une date de dépôt a été accordée à une demande, sans cependant que celle-ci réponde aux autres dispositions légales ou réglementaires, le titulaire de la demande est invité dans un bref délai par le service à la régulariser, ~~sauf s'il a déjà fait connaître par écrit son intention de procéder à pareille régularisation.~~

2. Le défaut d'envoi ou de réception des avertissements de régularisation par le service ne dispense pas de la régularisation dans les délais prévus par la loi et ne saurait être invoqué par le demandeur ni en justice ni à l'égard du service.

3. (abrogé)²⁷

4. ~~Si les pièces visées à l'article 19, paragraphe 3, litt. a) et g) ne sont pas remises au service dans le délai d'un mois à partir du dépôt de la demande de brevet, Si, dans les délais fixés par règlement grand-ducal, les documents visés à l'article 19, paragraphe 1, litt. a), b), c) et e) ainsi qu'à l'article 19, paragraphe 3, litt. a), c) et e) ne sont pas fournis ou la taxe due pour le dépôt de la demande de brevet n'est pas payée, celle-ci la demande est réputée retirée.~~

5. L'inobservation des prescriptions concernant la revendication d'un droit de priorité dans le délai prévu au règlement visé à l'article 27 entraîne la perte de ce droit pour la demande.

6. ~~Lorsqu'il n'est pas remédié au défaut de désignation de l'inventeur dans un délai de seize mois à compter de la date du dépôt de la demande, ou si une priorité est revendiquée, à compter de la date de la priorité, la demande est réputée retirée.~~

7. Si dans la demande il est fait référence à des dessins et que ceux-ci n'ont pas été déposés à la date du dépôt de la demande, la date de dépôt de la demande sera celle à laquelle les dessins ont été déposés ou les références aux dessins dans la demande seront réputées supprimées, au choix du demandeur.

8. Dans les autres cas de défaut de production des pièces requises à l'appui d'une demande dans le délai indiqué par la loi respectivement par un règlement grand-ducal, ~~sinon de quatre mois à compter de la date de dépôt de la demande~~, celle-ci est réputée retirée ~~rejetée sur proposition du service par un arrêté ministériel.~~

Art. 31. – Demande divisionnaire

1. Le titulaire d'une demande de brevet a la faculté de scinder cette demande de sa propre initiative et de façon irréversible, en déposant une ou plusieurs demandes divisionnaires et en limitant la protection conférée par la demande initiale de façon correspondante, si lui-même ou l'organisme chargé de l'établissement du rapport de recherche estime que la demande de brevet ne remplit pas la condition de l'unité d'invention prévue à l'article 21. Cette faculté est suspendue pendant la période comprise entre l'introduction de la requête en vue de l'établissement du rapport de recherche et la transmission de ce rapport au titulaire de la demande de brevet.²⁸

La limitation de la protection conférée par la demande initiale est effectuée sous la forme d'une radiation d'une ou de plusieurs revendications, phrases de la description ou figures de dessin ou,

²⁷ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 3

²⁸ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 3



exceptionnellement, sous la forme d'une modification des revendications, de la description ou des dessins dans les conditions de l'article 37.

Lorsqu'un brevet a été délivré qui ne remplit pas la condition de l'unité d'invention prévue à l'article 21 et que ce défaut résulte d'un constat judiciaire provoqué par un tiers, il appartient au titulaire du brevet de déposer une ou plusieurs demandes divisionnaires sous peine de perdre définitivement les droits non directement rattachés à l'objet principal du brevet.

Sauf dans le cas d'un constat judiciaire provoqué par un tiers, une demande divisionnaire ne peut plus être déposée après l'expiration du quatrième mois compté à partir de l'accomplissement des actes visés à l'article 37, paragraphe 1er, litt. b). Dans le cas d'un constat judiciaire, la ou les demandes divisionnaires doivent être déposées avant l'expiration du quatrième mois compté à partir de l'épuisement des moyens de recours.

2. Les demandes divisionnaires ne peuvent être déposées que pour des éléments qui ne s'étendent pas au-delà de la demande initiale telle qu'elle a été déposée. Dans la mesure où il est satisfait à cette exigence, les demandes divisionnaires bénéficient de la date du dépôt de la demande initiale et, le cas échéant, du droit de priorité.

3. Le dépôt d'une demande divisionnaire donne lieu au paiement des taxes qui sont dues pour le dépôt d'une demande de brevet d'invention ainsi que de celles qui sont rédues en raison des annuités échues depuis la date du dépôt de la demande initiale. Les tarifs sont ceux qui sont en vigueur au moment du dépôt de la demande divisionnaire.

4. Chaque demande divisionnaire doit faire l'objet d'une requête en vue de l'établissement d'un rapport de recherche. Cette requête est à présenter dans un délai de treize mois ~~sept ans~~ à compter de la date de dépôt de la demande initiale. Toutefois, si la demande divisionnaire est déposée après ce délai, la requête doit être présentée dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande divisionnaire à la même date que celle du dépôt de la demande divisionnaire sous peine d'irrecevabilité de celle-ci.

Art. 32.– Retrait de la demande

1. Le titulaire d'une demande de brevet peut à tout moment retirer sa demande. Le retrait doit être déclaré par écrit au service par le titulaire de la demande de brevet et n'a d'effet qu'après son inscription au registre. Une mention du retrait est publiée au Mémorial, Recueil administratif et économique.

2. Sans préjudice de l'article 26, paragraphe 3, le retrait entraîne la déchéance des droits attachés à la demande de brevet.

3. Le retrait n'est inscrit au registre qu'avec l'accord de la ou des personnes qui bénéficient d'un droit réel inscrit au registre ou au nom desquelles une inscription a été faite en vertu de l'article 14, paragraphe 1er. Si une licence est inscrite au registre, le retrait n'est inscrit que si le titulaire de la demande justifie qu'il a préalablement informé le licencié de son intention de renoncer.



Chapitre IV – Instruction de la demande - Délivrance du brevet

Art. 33.– Mise à la disposition du public

1. Le dossier de la demande de brevet est rendu accessible au public d'office au terme d'un délai de dix-huit mois à compter du dépôt de la demande, ou si une priorité est revendiquée, à compter de la date de priorité.

Toutefois, le dossier de la demande de brevet peut être rendu public avant le terme de ce délai sur réquisition du demandeur. ~~Cette réquisition n'est pas recevable si elle est présentée avant l'expiration d'une période de deux mois à compter du dépôt de la demande de brevet, si elle n'est pas accompagnée de la preuve de paiement de la taxe administrative y afférente ou si~~ La mise à disposition du public requise par le demandeur est suspendue aussi longtemps que la demande de brevet est en instance de régularisation pour quelque motif que ce soit par application des dispositions de l'article 30.

2. Lorsque, conformément à l'article 17, l'inventeur s'oppose à la divulgation de son identité, la déclaration y relative ainsi que le document portant désignation de l'inventeur resteront inaccessibles au public.

3. Ne sont pas rendus accessibles au public conformément aux dispositions du paragraphe 1er les dossiers des demandes de brevet qui, au terme du délai prévu ou au moment de l'introduction de la réquisition visée par lesdites dispositions, ont été reconnues irrecevables, sont réputées retirées, ont été déclarées rejetées par arrêté ministériel, ou ont fait l'objet d'une déclaration de retrait inscrite au registre. Il en est de même des demandes de brevet qui ont fait l'objet d'une mise au secret par application de la loi du 8 juillet 1967 jusqu'à la levée du secret.

4. La mise à la disposition du public du dossier de la demande de brevet fera l'objet d'une inscription au registre et d'une publication au Mémorial, Recueil administratif et économique.

Art. 34.– Observations des tiers

1. A partir du jour de la mise à la disposition du public du dossier de la demande de brevet ~~et jusqu'à la date de la délivrance du brevet~~, tout tiers peut adresser au service des observations écrites sur la brevetabilité de l'invention, objet de la demande de brevet.

2. Les observations sont transmises au demandeur qui peut prendre position dans un délai de quatre mois à compter de la transmission des observations. La position de demandeur est communiquée au tiers.

Art. 35.– Recherche documentaire

1. Dans un délai de ~~18~~ treize mois à compter de la date de dépôt de la demande de brevet ou, si une priorité a été revendiquée, à partir de la date de priorité, le déposant doit produire, sous peine de voir considérer sa demande de brevet comme réputée retirée et dans les conditions à prévoir par règlement grand-ducal ²⁹

a) soit une requête en vue de l'établissement, ~~par un organisme à désigner par arrêté grand-ducal~~ l'Office européen des brevets, d'un rapport de recherche;

²⁹ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 4



b) soit un ou plusieurs rapports de recherche établis par ~~un organisme désigné par arrêté grand-ducal~~ l'Office européen des brevets, pour autant que ces rapports sont basés sur une ou des demandes de brevet ou titre de propriété industrielle analogue

(i) dont la ou les priorités sont revendiquées par la demande de brevet luxembourgeois, ou

(ii) qui revendiquent la même ou les mêmes priorités que la demande de brevet luxembourgeois, ou

(iii) qui revendiquent la priorité de la demande de brevet luxembourgeois,

~~accompagnés des documents d'une copie certifiée conforme desdites demandes de brevet ou titre de propriété industrielle analogue, s'il s'agit de demandes étrangères ou régionales, ainsi que d'une traduction de celles-ci dans les cas prévus par le règlement grand-ducal;~~

c) soit encore un rapport de recherche établi par l'Office Européen des brevets ~~un organisme désigné par arrêté grand-ducal~~, pour autant que ce rapport est basé directement sur le contenu de la demande de brevet luxembourgeois, objet de la recherche.

1bis. ~~Si le déposant n'a pas effectué dans le délai les formalités précisées au paragraphe précédent ou s'il a informé le service qu'il n'entend pas les effectuer, le service délivre le brevet dès que la demande sera rendue accessible au public dans les conditions visées à l'article 33. Le brevet délivré en vertu du présent paragraphe s'éteint six ans à compter de la date de dépôt de la demande de brevet.~~³⁰

2. Le rapport de recherche visé au paragraphe 1er litt. a) est établi sur la base des revendications, en leur dernier état, en tenant compte de la description et, le cas échéant, des dessins y annexés. Il énumère les éléments de l'état de la technique qui peuvent être pris en considération pour apprécier la nouveauté de l'invention, objet de la demande de brevet, et l'activité inventive. Il peut être accompagné d'une opinion écrite de l'Office européen des brevets sur la brevetabilité de l'invention.

3. Les rapports de recherche visés au paragraphe 1er b) sont acceptés en langues française, allemande ou anglaise ou doivent être accompagnés d'une traduction dans une de ces trois langues.

4. (abrogé)³¹

5. La requête en vue de l'établissement du rapport de recherche donne lieu au paiement d'une taxe de recherche. L'établissement du rapport de recherche est suspendu aussi longtemps que n'est pas recevable si elle n'est pas accompagnée de la preuve de paiement des taxes de recherche, si elle ne satisfait pas aux autres exigences de la présente loi, ou si la demande de brevet est en instance de régularisation pour quelque motif que ce soit par application des dispositions de l'article 30.

6. Si l'Office européen des brevets estime que les conditions de l'article 21 ne sont pas réunies, il ~~L'organisme~~ établit le rapport de recherche sur la partie de la demande de brevet rattachée à l'objet principal des revendications ~~et sur les parties de la demande de brevet pour lesquelles les taxes de recherche additionnelles requises ont été payées dans le délai prescrit. Les parties de la demande de brevet pour lesquelles les taxes de recherche additionnelles n'ont pas été payées dans le délai prescrit sont considérées comme retirées, si elles ne font pas l'objet de demandes divisionnaires dans les conditions de l'article 31. La requête en vue de l'établissement du rapport de recherche doit mentionner les pièces visées au paragraphe 1er, litt. b) ou c), qui seraient produites par le titulaire de la demande de~~

³⁰ Ajouté par la loi du 8 août 2001, art. 4

³¹ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 5



~~brevet, et spécifier les parties de la demande de brevet auxquelles les pièces ainsi mentionnées se réfèrent.~~³²

Art. 36.– (abrogé)³³

Art. 37.– *Modification des revendications, de la description et des dessins*

1. Le titulaire de la demande a le droit d'apporter des modifications aux revendications, à la description et aux dessins,

a) une fois, soit jusqu'à l'introduction de la requête en vue de l'établissement du rapport de recherche, soit jusqu'à la réception par le service des pièces documents visées à l'article 35, paragraphe 1er, litt. b) ou c),

b) une fois, soit comme suite à la réception par le service des pièces documents visées à l'article 35, paragraphe 1^{er} litt. b) ou c), soit comme suite à la transmission au titulaire de la demande de brevet du rapport de recherche sollicité par celui-ci conformément à l'article 35,³⁴

c) une fois, en cas de dépôt d'une demande divisionnaire.

2. Une demande de brevet ne peut être modifiée de manière que son objet s'étende au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée.

3. Le droit de modification prévu par le présent article implique celui d'adapter le titre de l'invention et l'abrégié ainsi que celui de déposer un bref commentaire.

4. Dans les cas visés au paragraphe 1er litt. b) et c), le droit de modification doit être exercé dans les quatre mois à dater des actes y visés.

5. (abrogé)³⁵

6. Le délai accordé conformément au paragraphe 4 ne peut en aucun cas dépasser l'expiration du quatrième mois compté à partir de l'accomplissement des actes visés au paragraphe 1er, litt. b).

Art. 38.– *Recherche au titre d'une invention intéressant la défense*

1. Pour les demandes de brevet mises au secret en vertu de la loi du 8 juillet 1997, les obligations prévues à l'article 35 doivent être remplies dans un délai de douze mois à compter de la date de la levée de secret.³⁶

2. (abrogé)³⁷

Art. 39.– ~~Régularisations concernant le~~ Impossibilité d'établir un rapport de recherche

1. Si l'instruction de la requête en vue de l'établissement d'un rapport de recherche ne peut avoir lieu au sein de ~~l'organisme désigné par arrêté grand-ducal~~ l'Office européen des brevets en raison de

³² Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 3

³³ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 5

³⁴ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 5

³⁵ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 5

³⁶ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 6

³⁷ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 5



l'exclusion temporaire des activités de recherche de secteurs déterminés de la technique, et si l'~~organisme~~ Office européen des brevets décide en l'espèce de ne pas procéder à la recherche, le service transmet au demandeur la décision y relative de l'organisme, laquelle se substitue au rapport de recherche aux fins de la délivrance du brevet.³⁸

2. Si l'~~organisme chargé de l'établissement du rapport de recherche~~ Office européen des brevets estime

a) que la description, les revendications ou les dessins ne remplissent pas les conditions prescrites, dans une mesure telle qu'une recherche significative ne peut pas être effectuée, ou

b) que la demande de brevet concerne un objet ne répondant pas à la notion d'invention ou de matière brevetable ou à l'égard duquel il n'est pas tenu, pour d'autres raisons, de procéder à la recherche,

et déclare qu'un rapport de recherche ne sera pas établi, le service transmet la déclaration y relative au demandeur, laquelle se substitue au rapport de recherche aux fins de la délivrance du brevet., auquel il ~~impartit un délai de quatre mois pour corriger les éléments défectueux de la demande de brevet par application de l'article 37 et renouveler la requête en vue de l'établissement du rapport de recherche. Cette requête donne lieu au paiement d'une taxe de recherche.~~

~~Si, après le renouvellement de la requête en vue de l'établissement du rapport de recherche, l'organisme Office européen des brevets estime ne pas être en mesure de modifier ses conclusions au regard de la demande de brevet, telle que corrigée une première fois, le demandeur peut introduire une pétition par laquelle il sollicite d'emblée la délivrance de son brevet, ainsi qu'une brève justification de cette pétition. La pétition n'est recevable que sous la condition qu'elle soit remise avant l'expiration du nouveau délai imparti par le service conformément à l'alinéa 1er, pour autant toutefois que ce nouveau délai expire postérieurement au terme d'un délai à fixer par règlement grand ducal ou, à défaut, postérieurement au terme du délai qui est visé à l'article 35, paragraphe 1^{er}.~~

~~Dans l'hypothèse de l'alinéa 2, le service peut proposer au ministre de ne pas délivrer le brevet, en émettant un avis motivé à cet effet. Les conditions d'application des dispositions du présent alinéa ainsi que les modalités de l'avis seront fixées par règlement grand ducal.³⁹~~

3. Si les mêmes conclusions résultent des pièces visées à l'article 35, paragraphe 1er, litt. b) ou c), le service procède conformément aux dispositions des paragraphes 1er et 2 respectivement.

4. Si le service constate que la requête en vue de l'établissement du rapport de recherche visé à l'article 35, paragraphe 1er, litt a) ne satisfait pas aux exigences du règlement d'exécution, il impartit au requérant un délai de quatre mois fixé par règlement grand-ducal pour se conformer à ces exigences.

Si le service constate que les pièces documents produites en application de l'article 35, paragraphe 1er litt. b) ou c) ne répondent pas aux exigences de la présente loi ou de son règlement d'exécution, il en informe le titulaire de la demande de brevet et lui impartit un délai de quatre mois fixé par règlement grand-ducal pour régulariser les pièces précitées ou pour présenter la requête en vue de l'établissement du rapport de recherche visée à l'article 35, paragraphe 1er litt. a).

5. Le délai imparti par le service en vertu des paragraphes qui précèdent peut dépasser le terme du délai qui est prévu à l'article 35, paragraphe 1er. Si le titulaire de la demande de brevet ne se conforme pas à l'invitation du service dans le délai imparti, la délivrance du brevet est refusée demande de brevet est

³⁸ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 3

³⁹ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 3



rejetée par arrêté ministériel. Toutefois, si à la date d'expiration du délai imparti par le service, le délai de l'article 35, paragraphe 1er n'est pas encore venu à échéance, seules sont refusées la requête en vue de l'établissement du rapport de recherche et les pièces visées à l'article 35, paragraphe 1er, litt. b) ou c) respectivement. Le cas échéant, les taxes de recherche sont remboursées sous déduction des frais encourus à l'occasion du remboursement.

Art. 40.– Restitutio in integrum

1. Le titulaire d'une demande de brevet ou d'un brevet, qui bien qu'ayant fait preuve de toute la vigilance nécessitée par les circonstances, n'a pas été en mesure d'observer un délai à l'égard du service est, sur requête, rétabli dans ses droits si l'empêchement a pour conséquence directe, en vertu des dispositions de la loi, le rejet de la demande de brevet ou d'une requête, le fait que la demande de brevet est réputée retirée, la révocation du brevet, la perte de tout autre droit ou celle d'un moyen de recours.

2. La requête doit être présentée par écrit dans un délai de deux mois à compter de la cessation de l'empêchement. L'acte non accompli doit l'être dans ce délai. La requête n'est recevable que dans un délai d'un an à compter de l'expiration du délai non observé. Dans le cas d'un dépassement du délai pour déposer une demande de brevet bénéficiant d'un droit de priorité, le délai de présentation de la requête de restitution est de 2 mois à compter de la fin du délai de priorité.

3. La requête doit être motivée et indiquer les faits et les justifications invoqués à son appui. Elle donne lieu au paiement d'une taxe fixée par règlement grand-ducal. Elle n'est réputée présentée qu'à la condition d'être accompagnée de la preuve que la taxe de restitutio in integrum, fixée par arrêté grand-ducal, a été acquittée.

4. Il est statué sur la requête par arrêté ministériel dont une mention est inscrite au registre et publiée au Mémorial, Recueil administratif et économique. En cas de rejet envisagé, le requérant a la possibilité de présenter des observations avant la prise de décision finale, conformément à la procédure prévue par règlement grand-ducal

5. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux délais prévus au paragraphe 2 ainsi qu'à l'article 19, paragraphe 2, aux délais impartis pour effectuer le dépôt d'une nouvelle demande dans les conditions de l'article 14, paragraphe 2, ~~le dépôt d'une demande de brevet revendiquant la priorité d'une demande antérieure pour la même invention conformément à l'article 26, paragraphe 1er, ou le dépôt d'une demande divisionnaire en vertu de l'article 31, ni aux délais consentis pour effectuer le paiement des taxes afférentes à ces dépôts.~~

6. Quiconque a, de bonne foi, au cours de la période comprise entre la perte d'un droit visé au paragraphe 1er et la date de la décision ministérielle relative au rétablissement dudit droit, commencé à exploiter ou fait des préparatifs effectifs et sérieux pour exploiter l'invention qui fait l'objet d'une demande de brevet rendue accessible au public ou d'un brevet délivré, peut, à titre gratuit, poursuivre cette exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de celle-ci.

Art. 41.– Délivrance du brevet⁴⁰

1. Le titre constituant le brevet d'invention est délivré sous forme d'un arrêté du ministre.

⁴⁰ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 8



2. Le brevet est délivré dès la mise à disposition du public du dossier de la demande de brevet conformément à l'article 33 ou, le cas échéant, dès l'expiration du délai d'intervention accordé au titulaire de la demande de brevet conformément à l'article 37. Le titulaire de la demande peut requérir que le brevet soit délivré avant l'expiration dudit délai.

~~Dans le cas où le demandeur du brevet a rempli les formalités prévues à l'article 35, paragraphe premier, cet arrêté est pris dès l'expiration du délai d'intervention accordé au titulaire de la demande de brevet conformément à l'article 37, à condition que toutes les autres formalités prévues pour la délivrance du brevet aient été accomplies.~~

~~3. Dans le cas où le demandeur du brevet n'a pas accompli les formalités prévues à l'article 35 paragraphe premier, l'arrêté de délivrance du brevet est pris sans délai après la mise à disposition du public du dossier de la demande de brevet conformément à l'article 33.~~

Le brevet délivré comprend les pièces techniques en leur dernier état.

4. La délivrance des brevets se fait sans examen préalable de la brevetabilité des inventions, sans garantie de l'exactitude de la description et aux risques et périls des demandeurs.

Art. 42.– *Inscription et publication de la délivrance*

La délivrance des brevets fait l'objet d'une inscription au registre et d'une publication au Mémorial.

TITRE V - Droits et obligations attachés à la demande de brevet et au brevet

Art. 43.– *Durée*

1. Sous réserve des dispositions de l'article 49, le droit exclusif visé à l'article 3 prend effet à compter de la date de la délivrance du brevet.

2. Les droits conférés par le brevet un brevet délivré dans les conditions de l'article 41, deuxième paragraphe s'éteignent au plus tard après vingt ans à compter de la date de dépôt de la demande. Le jour anniversaire du dépôt est n'est pas compris dans la période de protection.

~~Les droits conférés par un brevet délivré dans les conditions de l'article 41, troisième paragraphe s'éteignent au plus tard après six ans à compter de la date de dépôt de la demande.⁴¹~~

Art. 44.– *Etendue de la protection*

1. L'étendue de la protection conférée par le brevet ou par la demande de brevet est déterminée par la teneur des revendications. Toutefois, la description et les dessins servent à interpréter les revendications.

2. Pour la période allant jusqu'à la délivrance du brevet, l'étendue de la protection conférée par la demande de brevet est déterminée par les revendications déposées en dernier lieu, avant le jour de la mise à la disposition du public du dossier conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 1er. Toutefois, le brevet délivré, dans la rédaction éventuellement modifiée au cours de l'instruction de la demande, détermine rétroactivement cette protection pour autant que celle-ci n'est pas étendue.

⁴¹ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 9



3. Si l'objet du brevet porte sur un procédé, les droits conférés par ce brevet s'étendent aux produits obtenus directement par ce procédé.

4. La portée d'une revendication couvrant un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, est limitée à la partie de cette séquence directement liée à la fonction spécifique concrètement exposée dans la description.

Les droits créés par la délivrance d'un brevet incluant un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, ne peuvent être invoqués à l'encontre d'une revendication ultérieure portant sur la même séquence si cette revendication satisfait elle-même aux conditions de l'article 5ter et qu'elle expose une autre application particulière de cette séquence.⁴²

Art. 45.– Interdiction de l'exploitation directe de l'invention

Le brevet confère le droit d'interdire à tout tiers, en l'absence du consentement du titulaire du brevet:

- a) la fabrication, l'offre, la mise dans le commerce, l'utilisation ou bien l'importation ou la détention aux fins précitées du produit objet du brevet;
- b) l'utilisation d'un procédé objet du brevet ou, lorsque le tiers sait ou lorsque les circonstances rendent évident que l'utilisation du procédé est interdite sans le consentement du titulaire du brevet, l'offre de son utilisation sur le territoire luxembourgeois;
- c) l'offre, la mise dans le commerce ou l'utilisation ou bien l'importation ou la détention aux fins précitées du produit obtenu directement par le procédé objet du brevet.

Art. 46.– Interdiction de l'exploitation indirecte de l'invention

1. Le brevet confère également le droit d'interdire à tout tiers, en l'absence du consentement du titulaire du brevet, la livraison ou l'offre de livraison, sur le territoire luxembourgeois, à une personne autre que celle habilitée à exploiter l'invention brevetée, des moyens de mise en oeuvre, sur ce territoire, de cette invention se rapportant à un élément essentiel de celle-ci, lorsque le tiers sait ou lorsque les circonstances rendent évident que ces moyens sont aptes et destinés à cette mise en oeuvre.

2. Les dispositions du paragraphe 1er ne sont pas applicables lorsque les moyens de mise en oeuvre sont des produits qui se trouvent couramment dans le commerce, sauf si le tiers incite la personne à qui il livre à commettre des actes interdits par l'article 45.

3. Ne sont pas considérées comme personnes habilitées à exploiter l'invention au sens du paragraphe 1er celles qui accomplissent les actes visés à l'article 47 sous ~~a) à c)~~

Art. 47.– Limitation des effets du brevet

Les droits conférés par le brevet ne s'étendent pas:

- a) aux actes accomplis dans un cadre privé et à des fins non commerciales;

⁴² Paragraphe 4 ajouté par la loi du 7 avril 2006, art. 6



- b) aux actes accomplis à titre expérimental qui portent sur l'objet de l'invention brevetée;
- c) à la préparation de médicaments faite extemporanément et par unité dans les officines de pharmacie, sur ordonnance médicale ni aux actes concernant les médicaments ainsi préparés;
- d) à l'emploi, à bord des navires des pays de l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle autre que le Luxembourg, de l'objet de l'invention brevetée, dans le corps du navire, dans les machines, agrès, appareils et autres accessoires, lorsque ces navires pénètrent temporairement ou accidentellement dans les eaux du Luxembourg, sous réserve que ledit objet y soit employé exclusivement pour les besoins du navire;
- e) à l'emploi de l'objet de l'invention brevetée dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion aérienne ou terrestre des pays de l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle autre que le Luxembourg, ou des accessoires de ces engins, lorsque ceux-ci pénètrent temporairement ou accidentellement sur le territoire luxembourgeois;
- f) aux actes prévus par l'article 27 de la Convention du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, lorsque ces actes concernent des aéronefs d'un Etat, autre que le Luxembourg, bénéficiant des dispositions de cet article.
- g) aux actes autorisés en vertu de l'article 13, paragraphe 6, de la directive 2001/82/CE du Parlement et du Conseil, du 6 novembre 2001, instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires ou de l'article 10, paragraphe 6, de la directive 2001/83/CE du Parlement et du Conseil, du 6 novembre 2001, instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne tout brevet portant sur le produit au sens de l'une ou l'autre de ces directives;
- h) aux actes et à l'utilisation des informations obtenues tels qu'autorisés en vertu des articles 5 et 6 de la directive 2009/24/CE du Parlement et du Conseil, du 23 avril 2009, concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, en particulier par ses dispositions relatives à la décompilation et à l'interopérabilité.

Art. 47bis.⁴³– 1. La protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique dotée, du fait de l'invention, de propriétés déterminées s'étend à toute matière biologique obtenue à partir de cette matière biologique par reproduction ou multiplication sous forme identique ou différenciée et dotée de ces mêmes propriétés.

2. La protection conférée par un brevet relatif à un procédé permettant de produire une matière biologique dotée, du fait de l'invention, de propriétés déterminées s'étend à la matière biologique directement obtenue par ce procédé et à toute autre matière biologique obtenue, à partir de la matière biologique directement obtenue, par reproduction ou multiplication sous forme identique ou différenciée et dotée de ces mêmes propriétés.

Art. 47ter.– La protection conférée par un brevet à un produit contenant une information génétique ou consistant en une information génétique s'étend à toute matière, sous réserve de l'article 5ter, paragraphe 1, dans laquelle le produit est incorporé et dans laquelle l'information génétique est contenue et exerce sa fonction.

⁴³ Articles 47bis à 47quinquies ajoutés par la loi du 7 avril 2006, art.7



Art. 47quater.– La protection visée aux articles 47bis et 47ter ne s'étend pas à la matière biologique obtenue par reproduction ou multiplication d'une matière biologique mise sur le marché sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne par le titulaire du brevet ou avec son consentement, lorsque la reproduction ou la multiplication résulte nécessairement de l'utilisation pour laquelle la matière biologique a été mise sur le marché, pourvu que la matière obtenue ne soit pas utilisée ensuite pour d'autres reproductions ou multiplications.

Art. 47quinquies.– 1. Par dérogation aux articles 47bis et 47ter, la vente ou une autre forme de commercialisation de matériel de reproduction végétal par le titulaire du brevet ou avec son consentement à un agriculteur à des fins d'exploitation agricole implique pour celui-ci l'autorisation d'utiliser le produit de sa récolte pour reproduction ou multiplication par lui-même sur sa propre exploitation, l'étendue et les modalités de cette dérogation correspondant à celles prévues à l'article 14 du règlement (CE) No 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales.

2. Par dérogation aux articles 47bis et 47ter, la vente ou une autre forme de commercialisation d'animaux d'élevage ou autre matériel de reproduction animal par le titulaire du brevet ou avec son consentement à un agriculteur implique pour celui-ci l'autorisation d'utiliser le bétail protégé à un usage agricole. Ceci inclut la mise à disposition de l'animal ou autre matériel de reproduction animal pour la poursuite de son activité agricole, mais non la vente dans le cadre ou le but d'une activité de reproduction commerciale.

3. La protection visée aux articles 47bis et 47ter ne s'étend pas à la matière biologique dont l'obtention dans le domaine de l'agriculture est due au hasard ou est techniquement inévitable.⁴⁴

4. Lorsqu'un obtenteur ne peut obtenir ou exploiter un droit d'obtention végétale sans porter atteinte à un brevet antérieur, il peut demander une licence obligatoire pour l'exploitation non exclusive de l'invention protégée par ce brevet, dans la mesure où cette licence est nécessaire pour l'exploitation de la variété végétale à protéger, moyennant une redevance appropriée. Lorsqu'une telle licence est accordée, le titulaire du brevet a droit à une licence réciproque à des conditions raisonnables pour utiliser la variété protégée.

5. Lorsque le titulaire d'un brevet concernant une invention biotechnologique ne peut exploiter celle-ci sans porter atteinte à un droit d'obtention végétale antérieur sur une variété, il peut demander une licence obligatoire pour l'exploitation non exclusive de la variété protégée par ce droit d'obtention, moyennant une redevance appropriée. Lorsqu'une telle licence est accordée, le titulaire du droit d'obtention a droit à une licence réciproque à des conditions raisonnables pour utiliser l'invention protégée.

6. La procédure et les conditions d'octroi des licences visées aux paragraphes 3 et 4 sont celles définies aux articles 60 à 62 de la loi.

Art. 48. – Epuisement des droits conférés par le brevet

1. Les droits conférés par un brevet ne s'étendent pas aux actes concernant le produit couvert par ce brevet accomplis sur le territoire luxembourgeois, après que ce produit a été mis dans le commerce dans l'un des États de la Communauté Economique Européenne par le titulaire du brevet ou avec son

⁴⁴ Paragraphe 3 inséré (paragraphes suivants renumérotés) par la loi du 25 avril 2008



consentement exprès, à moins qu'il n'existe des motifs qui justifieraient, selon les règles de droit de la Communauté, que les droits conférés par le brevet s'étendent à de tels actes.

2. Le paragraphe 1er est également applicable à l'égard du produit mis dans le commerce par le titulaire du brevet national, délivré dans un autre Etat de la Communauté pour la même invention, qui est économiquement lié au titulaire du brevet visé au paragraphe 1er. Au sens du présent paragraphe, deux personnes sont réputées économiquement liées lorsque l'une peut exercer sur l'autre, directement ou indirectement, en ce qui concerne l'exploitation d'un brevet, une influence déterminante ou lorsqu'un tiers peut exercer une telle influence sur l'une et l'autre de ces personnes.

3. Les paragraphes 1er et 2 ne sont pas applicables lorsque le produit a été mis dans le commerce au titre d'une licence obligatoire ou d'office.

Art. 49.– Droits conférés par le brevet pour la période antérieure à sa délivrance

1. Une indemnité raisonnable à fixer selon les circonstances peut être réclamée par le titulaire du brevet de tout tiers qui, pendant la période comprise entre la date à laquelle le dossier de la demande de brevet a été rendu public dans les conditions de l'article 33, paragraphe 1er ou la date à laquelle une copie de la demande de brevet, certifiée conforme par le service, a été notifiée à ce tiers, si cette date est antérieure à la première, et le jour de la délivrance du brevet, a fait de l'invention une exploitation qui, après cette période, serait interdite en vertu du brevet.

2. Lorsque l'invention, objet de la demande de brevet, concerne l'utilisation d'une matière biologique, les droits visés au paragraphe 1er ne peuvent être exercés que pour la période commençant le jour où la culture a été rendue accessible au public dans les conditions fixées par règlement ministériel.⁴⁵

3. Le droit visé au paragraphe 1er est prescrit après trois ans à compter de la cessation de l'exploitation par le tiers de l'invention, objet de la demande de brevet, ou, si cette cessation intervient avant la date de la délivrance du brevet, après trois ans à compter de cette dernière.

Art. 50.– Droits fondés sur une utilisation antérieure ou une possession personnelle

1. Toute personne qui, de bonne foi, à la date de dépôt ou de priorité d'une demande de brevet, avait au Luxembourg, un droit fondé sur une utilisation antérieure de l'invention, objet du brevet délivré à la suite d'une telle demande, ou un droit de possession personnelle sur cette invention, a le droit, à titre personnel, d'exploiter l'invention malgré l'existence du brevet.

2. Les droits conférés par un brevet ne s'étendent pas aux actes concernant un produit couvert par ce brevet accomplis sur le territoire luxembourgeois, après que ce produit a été mis dans le commerce dans le Grand-Duché de Luxembourg par la personne qui jouit du droit visé au paragraphe 1er.

3. Le droit reconnu par le présent article ne peut être transmis qu'avec le fonds de commerce, l'entreprise ou la partie de l'entreprise auquel il est attaché.⁴⁶

Art. 51.– Effets de la nullité du brevet

1. La demande de brevet ainsi que le brevet auquel elle a donné lieu sont réputés n'avoir pas eu, dès l'origine, les effets prévus au présent titre, selon que le brevet est annulé en tout ou en partie.

⁴⁵ Modifié par la loi du 7 avril 2006, art.5

⁴⁶ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 4



2. Sous réserve de l'application des principes relatifs soit aux recours en réparation du préjudice causé par la faute ou la mauvaise foi du titulaire du brevet, soit à l'enrichissement sans cause, l'effet rétroactif de la nullité du brevet n'affecte pas:

a) les décisions en matière de contrefaçon passées en force de chose jugée et exécutées antérieurement à la décision de nullité;

b) les contrats conclus antérieurement à la décision de nullité, dans la mesure où ils ont été exécutés antérieurement à cette décision; toutefois, la restitution de sommes versées en vertu du contrat peut être réclamée pour des raisons d'équité, dans la mesure où les circonstances le justifient.

TITRE VI - De la demande de brevet ou du brevet comme objet de propriété

Art. 52.– Régime de copropriété

1. La copropriété d'une demande de brevet ou d'un brevet est régie par les dispositions suivantes:

a) Chacun des copropriétaires peut exploiter l'invention à son profit, sauf à indemniser équitablement les autres copropriétaires qui n'exploitent pas personnellement l'invention ou qui n'ont pas concédé de licence d'exploitation. A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée par le tribunal.

b) Chacun des copropriétaires peut agir en contrefaçon à son seul profit. Le copropriétaire qui agit en contrefaçon doit notifier aux autres copropriétaires l'assignation donnée à sa requête; il est sursis à statuer sur l'action, tant qu'il n'est pas justifié de cette notification.

c) Chacun des copropriétaires peut à son profit concéder à un tiers une licence d'exploitation non exclusive, sauf à indemniser équitablement les autres copropriétaires qui n'exploitent pas personnellement l'invention ou qui n'ont pas concédé de licence d'exploitation. A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée par le tribunal.

Toutefois, le projet de concession de licence doit être notifié aux autres copropriétaires accompagné d'une offre de cession de la quote-part à un prix déterminé.

Dans les trois mois qui suivent cette notification, chacun des autres copropriétaires peut s'opposer à la concession à la condition de présenter l'offre d'acquiescer la quote-part de celui qui désire accorder la licence.

A défaut d'accord dans le délai prévu à l'alinéa précédent, le prix est fixé par le tribunal. Les parties disposent d'un délai d'un mois à compter de la signification du jugement ou, en cas d'appel, de l'arrêt à intervenir, pour renoncer à la concession de la licence ou à l'acquisition de la part de copropriété, le tout sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus; les dépens sont mis à la charge de la partie qui renonce.

d) Une licence d'exploitation exclusive ne peut être accordée qu'avec l'accord de tous les copropriétaires ou par un seul copropriétaire sur autorisation de justice.

e) Chaque copropriétaire peut, à tout moment, céder sa quote-part. Les copropriétaires disposent d'un droit de préemption pendant un délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession. A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le tribunal. Les parties disposent d'un délai d'un mois à



compter de la notification du jugement, ou, en cas d'appel, de l'arrêt, pour renoncer à la vente ou à l'achat de la part de copropriété sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus; les dépenses sont à la charge de la partie qui renonce.

2. Les articles 815 et suivants, l'article 1873 a-1 et les articles suivants ainsi que les articles 883 et suivants du code civil ne sont pas applicables à la copropriété d'une demande de brevet ou d'un brevet.

3. Tout copropriétaire d'une demande de brevet ou d'un brevet peut notifier aux autres copropriétaires ainsi qu'au service sa volonté de renoncer à sa quote-part au profit des autres copropriétaires. A compter de cette notification et de l'inscription de la renonciation au registre, ledit copropriétaire est déchargé de toutes obligations à l'égard des autres copropriétaires; ceux-ci se répartissent la quote-part abandonnée à proportion de leurs droits dans la copropriété.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent en l'absence de stipulations contraires. Les copropriétaires peuvent y déroger à tout moment par un règlement de copropriété.

Art. 53.– Transmission et constitution de droits

1. La demande de brevet et le brevet peuvent, en totalité ou en partie, être transmis, donner lieu à la constitution de droits réels ou personnels et faire l'objet de mesures d'exécution.

2. Sous réserve du cas prévu à l'article 16, un fait ou acte visé au paragraphe 1er ne porte pas atteinte aux droits acquis par des tiers avant la date de cet acte.

3. Tous les faits et actes transmettant ou affectant les droits attachés à une demande de brevet ou à un brevet doivent, pour être opposables au service et aux tiers, être inscrits au registre. Toutefois, avant son inscription, un tel fait ou acte est opposable aux tiers qui ont acquis des droits après la date de ce fait ou acte, mais qui avaient connaissance de celui-ci lors de l'acquisition de ces droits.

La notification au service doit être accompagnée:

a) des pièces justificatives originales ou copies certifiées conformes de l'accomplissement des faits et actes visés au paragraphe 1er;

b) de la preuve du paiement de la taxe administrative due pour l'inscription et la publication d'un tel fait ou acte.

4. Les droits acquis par des tiers sur une demande de brevet conservent leurs effets à l'égard du brevet délivré sur cette demande.

Art. 54.– Cession entre vifs

La cession entre vifs d'une demande de brevet ou d'un brevet doit, sous peine de nullité, être faite par écrit, sauf si elle résulte d'un jugement.

Art. 55.– Licences contractuelles

1. Une demande de brevet ou un brevet peuvent faire, en totalité ou partie, l'objet de licences pour tout ou partie du territoire. Les licences peuvent être exclusives ou non exclusives et faire l'objet ou non, en tout ou en partie, d'une transmission ou sous-licence, selon la convention des parties. Celle-ci doit, sous peine de nullité, résulter d'un écrit, sauf si elle résulte d'un jugement.



2. Les droits conférés par la demande de brevet ou le brevet peuvent être invoqués à l'encontre d'un licencié qui enfreint l'une des limites de sa licence imposées en vertu du paragraphe 1er.

Art. 56.– Licences de droit

1. Si le titulaire d'une demande de brevet ayant satisfait aux obligations visées à l'article 35 ou d'un brevet présente au service une déclaration écrite selon laquelle il est prêt à autoriser tout intéressé à utiliser l'invention, en tant que licencié, contre paiement d'une redevance adéquate, les taxes annuelles pour le maintien de la demande de brevet ou du brevet dues après la réception de la déclaration sont réduites dans la mesure fixée par règlement grand-ducal. Lorsqu'un changement intégral de propriété est intervenu à la suite d'une demande en justice visée aux articles 14 et 15, la déclaration est réputée retirée à la date de l'inscription du nom de la personne habilitée au registre.

2. La déclaration peut être retirée à tout moment par écrit auprès du service, pour autant que le titulaire n'a pas encore été informé de l'intention d'utiliser l'invention. Ce retrait prend effet à compter de son dépôt. Le montant de la réduction des taxes annuelles doit être versé dans un délai d'un mois à compter du retrait; l'article 67 paragraphe 2 est applicable, étant entendu que le délai de six mois commence à courir à l'expiration du délai prescrit ci-dessus.

3. La déclaration ne peut être présentée lorsqu'une licence exclusive est inscrite au registre ou lorsqu'une demande d'inscription d'une telle licence est déposée auprès du service.

4. En vertu de cette déclaration, toute personne est habilitée à utiliser l'invention en tant que licencié. La licence ne peut être que non exclusive. Une licence obtenue dans les conditions du présent article est assimilée à une licence contractuelle.

5. A défaut d'accord entre parties, le montant de la redevance adéquate est fixé par le tribunal, qui peut le modifier, à la requête d'une des parties, si des faits de nature à faire apparaître le montant comme manifestement inadéquat se sont produits ou ont été connus. Le licencié peut à tout moment renoncer à la licence.

6. Une requête en inscription dans le registre d'une licence exclusive est irrecevable, lorsqu'est faite la déclaration visée au paragraphe 1er, à moins que celle-ci ne soit retirée ou réputée retirée.

Art. 57.– Mise en gage

1. La mise en gage d'une demande de brevet ou d'un brevet est régie par les dispositions applicables au nantissement d'objets mobiliers incorporels. Elle doit être constatée par écrit, sous peine de nullité. Elle est opposable aux tiers par son inscription au registre, qui réalise la dépossession du titulaire.

2. La mise en gage n'empêche pas l'exploitation de l'invention par le titulaire de la demande de brevet ou du brevet ou par ses ayants cause, notamment par des bénéficiaires de licences concédées avant la mise en gage.

3. L'inscription du gage a pour effet de rendre nulle et de nul effet toute cession ou seconde mise en gage opérée sans le consentement du créancier.

4. La réalisation du gage a lieu dans les conditions prévues à l'article 58.

5. Le créancier ayant acquitté les taxes rédues en lieu et place du titulaire est fondé à en récupérer le montant auprès de celui-ci. Cette créance est couverte par le privilège de l'article 2073 du code civil.



6. La mise en gage d'une demande de brevet ou d'un brevet visée par la loi du 8 juillet 1967 n'est admise, sous peine de nullité, qu'après la levée des interdictions intervenue en vertu de l'article 8 de ladite loi.

Art. 58.– Saisie

1. La saisie d'une demande de brevet ou d'un brevet s'effectue à la requête du créancier muni d'un titre exécutoire selon la procédure prévue en matière de saisie-exécution.

2. L'exploit de saisie est signifié au titulaire de la demande de brevet ou du brevet ainsi qu'au service dont le chef ou celui qui le remplace signe l'original et procède immédiatement d'office et sans frais à l'inscription de la saisie au registre.

3. Il n'y aura pas lieu d'établir gardien. L'opposition à vente et l'opposition aux deniers de la vente sont signifiées au saisissant et dénoncées au saisi, ainsi qu'au service qui en fait immédiatement mention au registre d'office et sans frais.

4. La vente est faite à l'auditoire de la justice de paix après deux annonces successives faites par la voie de deux journaux paraissant au Luxembourg.

5. L'exercice des droits attachés à la demande de brevet ou au brevet par l'acquéreur de ces droits est subordonné à l'inscription de la vente forcée au registre.

TITRE VII - Licences obligatoires et licences d'office

Art. 59.– Licence obligatoire⁴⁷

1. Toute personne de droit public ou privé peut, à l'expiration d'un délai de trois ans après la délivrance d'un brevet, ou de quatre ans à compter de la date de dépôt de la demande de brevet, le délai qui expire le plus tard devant être pris en considération, obtenir une licence obligatoire de ce brevet, dans les conditions prévues aux articles suivants, si, au moment de la requête, et sauf excuses légitimes, le propriétaire du brevet ou son ayant cause:

a) n'a pas commencé à exploiter ou fait des préparatifs effectifs et sérieux pour exploiter l'invention objet du brevet sur le territoire du Grand-Duché ou d'un autre Etat partie à l'Accord instituant l'OMC;

b) n'a pas exploité l'invention objet du brevet de manière suffisante pour approvisionner le marché luxembourgeois.

2. Il en est de même lorsque l'exploitation a été abandonnée depuis plus de trois ans.⁴⁸

Art. 60.– Procédure d'octroi et conditions d'une licence obligatoire

1. La demande de licence obligatoire est formée auprès du tribunal; elle doit être accompagnée de la justification que le demandeur n'a pas pu obtenir du propriétaire du brevet une licence d'exploitation et qu'il est en état d'exploiter l'invention de manière effective et sérieuse.

⁴⁷ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 5

⁴⁸ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 10



2. La licence ne peut être que non exclusive; elle est accordée à des conditions déterminées, notamment quant à sa durée, son champ d'application et le montant des redevances auxquelles elle donne lieu. Ces conditions peuvent être modifiées par décision du tribunal, à la requête du propriétaire du brevet ou du licencié.

3. La licence est accordée principalement pour l'approvisionnement du marché luxembourgeois. Dans la fixation du montant des redevances, le tribunal tient compte de la valeur économique de la licence.⁴⁹

4. Les jugements rendus conformément aux dispositions qui précèdent sont sujets à appel, quelle que soit la valeur du litige.

Art. 61.– Retrait de la licence obligatoire

1. Si le titulaire d'une licence obligatoire ne satisfait pas aux conditions auxquelles cette licence a été accordée, le propriétaire du brevet et, le cas échéant, les autres licenciés peuvent obtenir du tribunal le retrait de cette licence.

2. Le retrait d'une licence obligatoire peut également être obtenu lorsque les circonstances ayant conduit à son octroi cessent d'exister et ne se reproduiront vraisemblablement pas.⁵⁰

Art. 62.– Brevets interdépendants

1. Le propriétaire d'un brevet portant sur un perfectionnement à une invention déjà brevetée au profit d'un tiers ne peut exploiter son invention sans l'autorisation du titulaire du brevet antérieur; ledit titulaire ne peut exploiter le perfectionnement breveté sans l'autorisation du titulaire du brevet de perfectionnement.

2. Le tribunal peut, le ministère public entendu, dans l'intérêt public, accorder sur sa demande, qui ne peut être antérieure à l'expiration du délai prévu à l'article 59, une licence non exclusive au titulaire du brevet de perfectionnement dans la mesure nécessaire à l'exploitation de l'invention qui fait l'objet de ce brevet et pour autant que l'invention, objet du brevet de perfectionnement, présente à l'égard du brevet antérieur un progrès technique important et un intérêt économique considérable. Le propriétaire du premier brevet obtient, sur requête présentée au tribunal, la concession d'une licence sur le brevet de perfectionnement.⁵¹

3. Les dispositions des articles 59, 60, 61 et 65 sont applicables.⁵²

Art. 63.– Licence d'office⁵³

1. Le brevet est soumis à un régime de licence d'office pour autant qu'un arrêté grand-ducal, sur avis obligatoire du Conseil d'Etat, a déclaré d'intérêt public la mise en oeuvre de l'invention. Sauf en cas d'urgence, cet arrêté ne peut être pris que s'il est établi que le titulaire du brevet n'est pas disposé à accorder de licence volontairement et à des conditions et modalités commerciales raisonnables.

2. Du jour de la publication de l'arrêté soumettant le brevet au régime de la licence d'office toute personne qualifiée peut demander au ministre l'octroi d'une licence d'exploitation. Cette licence, qui ne

⁴⁹ Inséré par la loi du 24 mai 1998, art. 6

⁵⁰ Ajouté par la loi du 24 mai 1998, art. 7

⁵¹ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 8

⁵² Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 8

⁵³ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 9



peut être que non exclusive, est accordée par arrêté du ministre à des conditions déterminées, en particulier quant à sa durée et son champ d'application, mais non quant aux redevances auxquelles elle donne lieu. La licence est accordée principalement pour l'approvisionnement du marché luxembourgeois. Elle prend effet à la date de la notification de l'arrêté aux parties.

3. A défaut d'accord amiable entre les parties intéressées, le montant des redevances est fixé judiciairement. Dans la fixation du montant des redevances, le tribunal tient compte de la valeur économique de la licence.

4. La licence d'office peut être retirée par arrêté motivé du ministre à l'expiration d'un délai fixé dans l'arrêté d'octroi de la licence, si l'invention brevetée n'est pas exploitée d'une manière sérieuse ou si l'exploitation ne se fait pas aux conditions imposées ou convenues. Elle peut également être retirée lorsque les circonstances ayant conduit à son octroi cessent d'exister et ne se reproduiront vraisemblablement pas.

Art. 63bis.– Licences obligatoires ou d'office dans le domaine des semi-conducteurs⁵⁴

Si le brevet a pour objet une invention dans le domaine de la technologie des semi-conducteurs, une licence obligatoire ou d'office ne peut être accordée que pour une utilisation destinée à remédier à une pratique déclarée anticoncurrentielle à la suite d'une procédure judiciaire ou administrative.

Art. 64.– Obligations du titulaire du brevet faisant l'objet d'une licence obligatoire ou d'une

licence d'office

Le titulaire d'un brevet faisant l'objet d'une licence obligatoire ou d'office est tenu de fournir au licencié, au moment de l'octroi de la licence, les précisions techniques qui, à ce moment, sont à sa connaissance et indispensables pour la mise en oeuvre de l'invention brevetée.

Art. 65.– Transmission d'une licence obligatoire ou d'une licence d'office⁵⁵

1. Les droits attachés à une licence obligatoire ou à une licence d'office ne peuvent être cédés qu'avec le fonds de commerce, l'entreprise ou la partie de l'entreprise auquel ils sont attachés.

2. Une licence telle que visée à l'article 62, paragraphe 2, première phrase ne peut en outre être cédée qu'avec le brevet de perfectionnement.

Art. 66.– Inscription des décisions rendues en matière de licence obligatoire ou de licence d'office

1. Les licences obligatoires et les licences d'office ainsi que les décisions s'y rapportant sont inscrites au registre à la requête du bénéficiaire sur remise d'une copie certifiée conforme de l'expédition de la décision juridictionnelle ou administrative qui les a accordées, ou, le cas échéant, modifiées et de la preuve du paiement de la taxe d'inscription.

2. L'exercice des droits résultant d'une licence obligatoire ou d'une licence d'office par le licencié est subordonné à l'accomplissement des formalités d'inscription.

⁵⁴ Ajouté par la loi du 24 mai 1998, art. 10

⁵⁵ Modifié par la loi du 24 mai 1998, art. 11



TITRE VIII - Maintien en vigueur, restauration, renonciation et nullité

Art. 67.– *Maintien en vigueur*

1. En vue de son maintien en vigueur, toute demande de brevet et tout brevet donne lieu au paiement par anticipation de taxes annuelles et progressives. Ces taxes sont dues pour la troisième année, calculée du jour anniversaire du dépôt de la demande, et pour chacune des années suivantes. Elles viennent à échéance le dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt de la demande de brevet et ne peuvent être payées valablement plus de douze mois avant l'échéance.⁵⁶

2. Lorsque le paiement d'une taxe annuelle n'a pas été effectué à l'échéance, cette taxe peut encore être valablement acquittée dans un délai de six mois à compter de l'échéance, sous réserve du paiement simultané d'une surtaxe. Le terme de ce délai de grâce est toujours reporté à l'ultime jour du mois ultérieur à prendre en considération nonobstant les dispositions de l'article 90, paragraphe 4. Un règlement grand-ducal peut prévoir que toute surtaxe acquittée dans le délai de grâce applicable au paiement de la taxe annuelle sera considérée comme ayant fait l'objet d'un paiement simultané au sens du présent paragraphe.

3. Une mention du paiement des taxes annuelles et surtaxes est inscrite dans le registre.

4. Si la taxe annuelle et, le cas échéant, la surtaxe n'ont pas été acquittées dans les délais ou si la taxe annuelle et la surtaxe ne font pas l'objet d'un paiement simultané au sens du paragraphe 2, le titulaire de la demande de brevet ou du brevet est de plein droit déchu de ses droits. La déchéance intervient avec effet à la date du dépôt ou à la date anniversaire du dépôt par référence à laquelle est fixée la date d'échéance de la taxe annuelle non acquittée ou non régulièrement acquittée.

Art. 68.– *(abrogé)*⁵⁷

Art. 69.– *Prorogation des délais de paiement et restauration des droits par mesure générale*

1. Un règlement grand-ducal peut, en considération de situations exceptionnelles et par mesure générale, accorder une prorogation des délais de paiement des taxes annuelles ou d'autres délais qu'il détermine et en fixer les conditions.

2. La prorogation des délais de paiement de taxes annuelles ou des autres délais ne peut pas dépasser la durée d'une année, mais peut être renouvelée d'année en année.

3. Le règlement grand-ducal peut prévoir que, pendant la période de prorogation ou de renouvellement de la prorogation des délais de paiement des taxes annuelles ou des autres délais, peuvent être acquittées les taxes qui auraient normalement été payées dans le courant des trois dernières années au maximum ayant précédé cette période ou peuvent être accomplis les actes de procédure qui auraient normalement eu lieu dans le même intervalle de temps, sous réserve du paiement de toute redevance exigible en vertu dudit règlement.

Art. 70.– *Restauration par décision individuelle*

1. Les droits découlant d'une demande de brevet ou d'un brevet qui, par suite d'un défaut de paiement d'une taxe annuelle, se sont éteints pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire et qui

⁵⁶ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 11

⁵⁷ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 12



n'ont pas bénéficié d'une prorogation des délais sur la base de l'article précédent, peuvent être restaurés par décision ministérielle individuelle. La demande en restauration doit être présentée au service dans un délai de vingt mois à compter de la date de déchéance des droits.

2. Si la demande en restauration est reconnue fondée, le service invite le titulaire de la demande de brevet ou du brevet à acquitter dans le délai fixé par règlement grand-ducal d'un mois les taxes échues ainsi qu'une taxe de restauration. L'arrêté ministériel n'est pris qu'après paiement des taxes dans le délai imparti.

3. La restauration d'une demande de brevet ou d'un brevet en vertu du présent article fera l'objet d'une inscription au registre et d'une publication par extrait au Mémorial.

Art. 71.– Préservation des droits des tiers

Dans les cas visés aux articles 69 et 70, le paragraphe 6 de l'article 40 s'applique.

Art. 72.– Renonciation totale ou partielle au brevet

Le titulaire d'un brevet peut, à tout moment, renoncer au brevet ou à une ou plusieurs des revendications y exprimées. En pareil cas, l'article 32 s'applique par analogie.

Art. 73.– Causes de nullité du brevet

1. La demande en nullité d'un brevet ne peut être fondée que sur les motifs selon lesquels:

- a) l'objet du brevet n'est pas brevetable aux termes des articles 4 à 9 de la présente loi;
- b) le brevet n'expose pas l'invention de façon suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter;
- c) l'objet du brevet s'étend au-delà du contenu de la demande de brevet telle qu'elle a été déposée ou, lorsque le brevet a été délivré sur la base d'une demande divisionnaire ou d'une nouvelle demande de brevet déposée conformément aux dispositions de l'article 14, l'objet du brevet s'étend au-delà du contenu de la demande initiale telle qu'elle a été déposée;
- d) la protection conférée par le brevet a été étendue;
- e) le titulaire du brevet n'avait pas le droit de l'obtenir aux termes de l'article 12.

2. Si les motifs de nullité n'affectent le brevet qu'en partie, la nullité est prononcée sous la forme d'une limitation correspondante du brevet. La limitation est effectuée sous la forme d'une annulation d'une ou de plusieurs revendications, phrases de la description ou figures de dessins ou exceptionnellement sous la forme d'une modification des revendications, de la description ou des dessins.

Art. 74.– Actions en nullité et en contestation de propriété

1. L'action en nullité ou en contestation de propriété du brevet est portée, quelle que soit la valeur de la demande, devant le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.⁵⁸
2. La demande en justice doit, sous peine d'irrecevabilité, être inscrite au registre.

⁵⁸ Modifié par la loi du 22 mai 2009, art. 15



3. Sous la même sanction, tous les ayants droit au brevet inscrits au registre doivent être mis en cause.
4. L'affaire est instruite et jugée comme en matière sommaire. Elle doit être communiquée au ministère public. Le jugement du tribunal est susceptible d'opposition ou d'appel quelle que soit la valeur du litige. Un recours en cassation est ouvert contre l'arrêt de la Cour d'appel dans les cas, les délais et suivant les formes prévus pour les pourvois en matière civile et commerciale.
5. Le ministère public peut agir d'office comme partie principale en nullité de brevet aux conditions qui précèdent.

5bis. Dans le cadre d'une action en nullité du brevet européen en ce qui concerne le Grand-Duché du Luxembourg, son titulaire est habilité à limiter le brevet en modifiant les revendications conformément à l'article 105bis de la convention sur le brevet européen. Le brevet ainsi limité constitue l'objet de l'action en nullité engagée.

6. L'action en nullité peut être exercée, même si le brevet est éteint.
7. Les frais exposés par le ministère public sont taxés, liquidés et recouvrés comme en matière répressive.

Art. 75.– Inscription de la décision

1. La décision judiciaire ayant acquis l'autorité de la chose jugée est inscrite au registre à la demande du greffe ou, à défaut, de la partie la plus diligente.
2. Une mention en est publiée au Mémorial, Recueil administratif et économique.

TITRE IX - De la contrefaçon

Art. 76.– Actes constitutifs de la contrefaçon

1. Toute atteinte portée aux droits du propriétaire du brevet, tels qu'ils sont définis aux articles 45, 46, 47 et 48, constitue une contrefaçon.
2. La contrefaçon engage la responsabilité civile de son auteur.
3. Toutefois, l'offre, la mise dans le commerce, l'utilisation, la détention en vue de l'utilisation ou la mise dans le commerce d'un produit contrefait, lorsque ces faits sont commis par une autre personne que le fabricant du produit contrefait, n'engagent la responsabilité de leur auteur que si ces faits ont été commis en connaissance de cause.

Art. 77.– Personnes admises à agir en contrefaçon

1. L'action en contrefaçon est exercée par le propriétaire du brevet.
2. Toutefois, le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation peut, sauf stipulation contraire du contrat de licence, exercer l'action en contrefaçon si, après une mise en demeure, le propriétaire du brevet n'exerce pas cette action.



Le breveté est recevable à intervenir dans l'instance en contrefaçon engagée par le licencié conformément à l'alinéa précédent.

3. Le titulaire d'une licence de droit, d'une licence obligatoire ou d'une licence d'office, visées aux articles 56, 59, 62 et 63, peut exercer l'action en contrefaçon si, après une mise en demeure, le propriétaire du brevet n'exerce pas cette action.

4. Tout licencié est recevable à intervenir dans l'instance en contrefaçon engagée par le breveté, afin d'obtenir la réparation du préjudice qui lui est propre.

Art. 78.– Action basée sur une demande de brevet et/ou visant des faits survenus avant la délivrance du brevet

1. Sans préjudice des droits découlant du brevet ou de la demande de brevet pendant les périodes définies aux articles 43 et 49, les faits antérieurs à la date à laquelle la demande de brevet a été rendue publique dans les conditions de l'article 33, paragraphe 1er, ou à celle de la notification à un tiers faisant usage ou s'appropriant à faire usage des droits afférents d'une copie certifiée conforme de cette demande, ne sont pas considérés comme ayant porté atteinte aux droits attachés au brevet.

2. Entre les dates visées au paragraphe précédent et le jour de la délivrance du brevet:

a) le brevet n'est opposable que dans la mesure où les revendications n'ont pas été étendues après la première de ces dates;

b) lorsque le brevet concerne l'utilisation d'un micro-organisme, il n'est opposable qu'à compter du jour où le micro-organisme est mis à la disposition du public.

3. Le tribunal saisi d'une action intentée sur le fondement de l'article 49, paragraphe 1er surseoit à statuer jusqu'à la délivrance du brevet.

Art. 79.–

Il est procédé aux mesures de conservation des preuves et aux mesures provisoires conformément aux articles 22 à 30 de la loi du 22 mai 2009 portant transposition de la directive 2004/48/CE du 29 avril 2004 relative

au respect des droits de propriété intellectuelle.⁵⁹

Art. 80.– Action en contrefaçon et en dommages-intérêts

1. L'action en contrefaçon de brevet, de même que l'action en dommages-intérêts pour contrefaçon, est de la compétence exclusive du tribunal d'arrondissement, quelle que soit la valeur de la demande.

2. L'affaire est instruite et jugée comme en matière sommaire.

3. Une demande reconventionnelle en nullité de brevet opposée à une action principale en contrefaçon n'est recevable que sous les conditions prévues à l'article 74 paragraphes 2 et 3. L'observation de ces conditions n'est pas requise lorsque le défendeur à l'action en contrefaçon se borne à invoquer la nullité du brevet à titre de simple moyen de défense sans demander au tribunal de prononcer la nullité.

⁵⁹ Modifié par la loi du 22 mai 2009, art. 16



4. Si l'action en contrefaçon est reconnue fondée, la partie lésée a droit à réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait d'une atteinte à son droit de propriété intellectuelle.

La juridiction qui fixe les dommages et intérêts:

a) prend en considération tous les aspects appropriés tels que les conséquences économiques négatives, notamment le manque à gagner, subies par la partie lésée, les bénéfices injustement réalisés par le contrevenant et, dans des cas appropriés, des éléments autres que des facteurs économiques, comme le préjudice moral causé au titulaire du droit du fait de l'atteinte,

b) à titre d'alternative, la juridiction peut décider, dans des cas appropriés, de fixer un montant forfaitaire de dommages-intérêts, sur la base d'éléments tels que, au moins, le montant des redevances ou droits qui auraient été dus si le contrevenant avait demandé l'autorisation d'utiliser le droit de propriété intellectuelle en question.⁶⁰

5. La juridiction peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, la juridiction fixe la soulte à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, la juridiction peut, à titre de dommages et intérêts, en outre, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi que la reddition de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder.⁶¹

Art. 80bis. – Brevets de procédé: charge de la preuve⁶²

1. Si le brevet a pour objet un procédé d'obtention d'un produit, la juridiction saisie d'une action en contrefaçon pourra ordonner au défendeur de prouver que le procédé utilisé pour obtenir un produit identique est différent du procédé breveté. Faute pour le défendeur de rapporter cette preuve, tout produit identique fabriqué sans le consentement du titulaire du brevet sera présumé avoir été obtenu par le procédé breveté:

a) si le produit obtenu par le procédé breveté est nouveau;

b) ou si la probabilité est grande que le produit identique a été obtenu par le procédé breveté, alors que le titulaire du brevet n'a pas pu, en dépit d'efforts raisonnables, déterminer quel procédé a été en fait utilisé.

2. Lors de l'établissement de la preuve, sont pris en considération les intérêts légitimes du défendeur pour la protection de ses secrets industriels et commerciaux.

Art. 80ter. – Cessation et mesures correctives⁶³

1. Lorsque la juridiction constate une atteinte à un brevet d'invention, il ordonne la cessation de celle-ci à tout auteur de l'atteinte.

⁶⁰ Modifié par la loi du 22 mai 2009, art. 17

⁶¹ Modifié par la loi du 22 mai 2009, art. 17

⁶² Ajouté par la loi du 24 mai 1998, art. 12

⁶³ Ajouté par la loi du 22 mai 2009, art. 18



La juridiction peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services ont été utilisés pour porter atteinte à un brevet d'invention. Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code Civil.

2. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée en raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, la juridiction peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens.

Ces mesures sont mises en œuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande visée à l'alinéa 1er de ce paragraphe, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

Art. 80quater. – Droit d'information et publication⁶⁴

1. Lorsque dans le cadre d'une action en contrefaçon, la juridiction constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont il dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens et services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant que cette mesure apparaisse justifiée et proportionnée.

2. Une même injonction peut être faite à la personne

a) qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale,

b) qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale,

c) qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans les activités contrefaisantes,

d) qui a été signalée, par la personne visée aux points a), b) ou c), comme intervenant dans la production, la fabrication ou la distribution des marchandises ou la fourniture des services.

3. Les informations visées comprennent, selon les cas:

a) les noms et adresses des producteurs, fabricants, distributeurs, fournisseurs et autres détenteurs antérieurs des marchandises ou des services, ainsi que des grossistes destinataires et des détaillants;

b) des renseignements sur les quantités produites, fabriquées, livrées, reçues ou commandées, ainsi que sur le prix obtenu pour les marchandises ou services en question.

4. La juridiction peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant.

⁶⁴ Ajouté par la loi du 22 mai 2009, art. 19



Art. 81.- Confiscation⁶⁵

1. En cas de mauvaise foi, la juridiction peut prononcer au profit du demandeur la confiscation des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si les biens, matériaux et instruments ne sont plus en possession du défendeur, la juridiction peut allouer une somme égale au prix reçu pour les biens, matériaux et instruments cédés.

La confiscation ainsi prononcée absorbe, à concurrence de la valeur de la confiscation, les dommages et intérêts.

2. La confiscation au profit du demandeur peut être ordonnée même si les objets en question ont été saisis en vertu d'un titre exécutoire ou si le défendeur se trouve soumis au régime de la faillite ou à un autre régime de liquidation collective.

3. La confiscation au profit du demandeur prévue au paragraphe 1er peut porter, en tout ou en partie, sur des éléments de nature immobilière sans que la demande ait fait l'objet d'une inscription au bureau des hypothèques.

Art. 82.- Prescription de l'action en contrefaçon

Sans préjudice de la règle de prescription applicable aux actions intentées sur le fondement de l'article 49, paragraphe 1er, l'action en contrefaçon est prescrite après trois ans à compter du dernier acte de contrefaçon. La prescription est interrompue par toute sommation en cessation donnée par exploit d'huissier et par toute action en cessation ou en dommages-intérêts introduite en justice ou faite en la même forme en vertu d'une clause d'arbitrage.

TITRE X - Représentation

Art. 83.- Principes généraux relatifs à la représentation

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, nul n'est tenu de se faire représenter par un mandataire agréé dans les procédures instituées par la présente loi.

2. Les personnes physiques et morales, qui ont leur domicile ou leur siège sur le territoire de la Communauté Economique Européenne, peuvent agir par l'intermédiaire d'un employé dans toute procédure instituée par la présente loi; cet employé qui doit disposer d'un mandat conformément aux dispositions légales, réglementaires et statutaires de la législation nationale dont ressortit le mandant, n'est pas tenu d'être un mandataire agréé. L'employé d'une personne morale visée au présent paragraphe peut également agir pour d'autres personnes morales qui ont leur siège sur le territoire de la Communauté Economique Européenne et ont des liens économiques avec ladite personne morale.

3. Les personnes physiques ou morales, qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de la Communauté Economique Européenne, doivent être représentées par un mandataire agréé et agir par son entremise, dans toute procédure instituée par la présente loi, y non compris le paiement des taxes prévues par celle-ci, sauf pour le dépôt d'une demande de brevet.

⁶⁵ Modifié par la loi du 22 mai 2009, art. 20



4. (abrogé)⁶⁶

5. En cas de défaut d'accomplissement ou de cessation des effets d'une des conditions prévues dans les paragraphes 2 à 4 du présent article, le service ou le tribunal invite le titulaire de la demande de brevet ou du brevet à y remédier, sous peine d'une suspension de l'effet des droits attachés à l'acte irrégulier jusqu'à la réparation dudit défaut, voire d'une déchéance du ou des droits en cause, lorsqu'il n'y est pas remédié dans un délai de deux mois de l'invitation afférente du service ou du tribunal, sans préjudice à l'application des articles 40, 69 et 70.

6. Hormis les cas prévus ci-dessus, où le recours à un mandataire n'est pas obligatoire ou peut être assuré par un employé, la représentation de personnes physiques ou morales dans les procédures instituées par la présente loi ne peut être assurée que par les mandataires agréés sur la base des articles 84 et 85.

7. En cas de désignation d'un mandataire, les notifications et significations sont faites à celui-ci. Si plusieurs mandataires ont été désignés pour une seule partie, il suffit que les notifications et significations soient faites à l'un d'entre eux.

Art. 84. – Désignation d'un représentant commun

1. Si une demande est déposée par plusieurs personnes et si la requête en délivrance du brevet ne désigne pas de représentant commun, le demandeur cité en premier lieu dans la requête est réputé être représentant commun. Toutefois, si un demandeur est soumis à l'obligation de désigner un mandataire agréé, ce mandataire est considéré comme le représentant commun, à moins que le demandeur cité en premier lieu n'ait lui-même désigné un mandataire agréé.

2. Si, au cours d'une procédure, un transfert de droit intervient au profit de plusieurs personnes et si ces personnes n'ont pas désigné, s'il y a lieu, de représentant commun, le paragraphe 1er est applicable. Si son application est impossible, le service ou, le cas échéant, le tribunal invite les ayants droit à désigner ce représentant commun dans un délai de deux mois. S'il n'est pas déféré à cette invitation, le service ou, le cas échéant, le tribunal désigne lui-même le représentant commun.

3. (abrogé)⁶⁷

Art. 85. – Registre des mandataires agréés

1. Il est tenu au service un registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 83, sont considérés comme mandataires agréés, outre les avocats inscrits aux tableaux de l'Ordre auprès des tribunaux luxembourgeois, les personnes physiques autorisées à exercer la profession de conseil en propriété industrielle en vertu de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ~~loi du 28 décembre 1988 1. réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers et ayant réussi une épreuve de qualification dont les modalités sont fixées par règlement grand-ducal~~. Cette disposition est applicable sans préjudice aux droits acquis réservés en vertu du litt. b) de l'article 5 du règlement grand-ducal du 12 janvier 1977

⁶⁶ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 13

⁶⁷ Abrogé par la loi du 8 août 2001, art. 14



déterminant la qualification professionnelle requise pour l'accès à la profession de conseil en propriété industrielle.⁶⁸

3. Le registre des mandataires agréés, faisant état, outre des personnes spécialement visées, des droits des catégories de personnes habilitées à agir en matière de brevets sans y être inscrites nommément, comme le sont les avocats, comme aussi de la limitation des droits de ceux agissant en leur qualité d'employé de personnes déterminées, est tenu à la disposition du public.

4. L'inscription et la radiation des personnes devant figurer nommément dans ce registre se fait sur production, auprès du service, des documents pertinents à cet égard.

TITRE XI - Dispositions diverses

Art. 86.– Changements à notifier au service

Les changements qui surviennent dans la désignation du titulaire de la demande de brevet ou du brevet, dans la désignation de leurs mandataires et du représentant commun ou qui concernent le domicile élu ou l'adresse postale doivent être portés à la connaissance du service par écrit. Aussi longtemps que cette information n'a pas été faite, la personne qui a été désignée précédemment reste, à l'égard des tiers et de l'administration, soumise aux obligations de la présente loi et toutes les notifications et significations seront valablement faites au domicile élu ou à l'adresse postale précédemment communiqués. Pour un brevet européen délivré désignant le Luxembourg et dont le délai d'opposition ne s'est pas encore écoulé ou qui est sujet à une procédure d'opposition, le titulaire est dispensé des notifications concernant des changements de nom ou d'adresse s'il a fait inscrire ces modifications dans le registre européen des brevets tenu par l'Office européen des brevets.⁶⁹

Art. 87.– Registre

Le service tient un registre où sont portées les indications dont l'enregistrement est prévu par la présente loi. Aucune inscription n'est portée au registre avant que la demande de brevet ait été publiée. Le registre est ouvert à l'inspection publique.⁷⁰

Art. 88.– Inspection publique

1. Les dossiers relatifs à des demandes de brevet qui n'ont pas encore été publiées ne peuvent être ouverts à l'inspection publique qu'avec l'accord des demandeurs.

2. Quiconque prouve que le demandeur d'un brevet s'est prévalu de sa demande à son encontre peut consulter le dossier dès avant la publication de cette demande et sans l'accord du demandeur.

3. Lorsqu'une demande divisionnaire ou une nouvelle demande de brevet déposée en vertu des dispositions de l'article 14, paragraphe 2, est publiée, toute personne peut consulter le dossier de la demande initiale avant la publication de cette demande et sans l'accord du demandeur.

4. Après la publication de la demande de brevet, les dossiers d'une telle demande et du brevet auquel elle a donné lieu ~~peuvent, sur requête, être~~ sont ouverts à l'inspection publique, selon les modalités à

⁶⁸ Modifié par la loi du 18 avril 2004, art. II

⁶⁹ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 15

⁷⁰ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 16



~~prévoir par règlement grand-ducal. ; des copies peuvent en être obtenues moyennant paiement des taxes à prévoir.~~

5. Le service peut, avant même la publication de la demande de brevet, communiquer à des tiers et publier les indications suivantes:

a) le numéro de la demande;

b) la date du dépôt de la demande de brevet, et, si la priorité d'une demande antérieure a été revendiquée, la date, l'Etat et le numéro de la demande antérieure;

c) le nom du demandeur;

d) le titre de l'invention.

6. En tout cas, le document portant désignation de l'inventeur sera retiré du dossier, lorsque l'inventeur se sera opposé, en application de l'article 17, à la communication de son identité à des tiers.

Art. 89.– Règlements d'exécution et barèmes de taxes

1. A moins qu'il n'y soit déjà pourvu par la présente loi, les règlements grand-ducaux prévoyant les mesures d'exécution fixeront notamment les formalités et les délais.

2. Un règlement grand-ducal établira le barème des différentes taxes et surtaxes à payer en vertu de la présente loi et déterminera leur mode de paiement. ~~Aucune des taxes annuelles ne pourra dépasser un montant de vingt mille francs. Les autres taxes et surtaxes ne pourront être ni inférieures à deux cents francs ni supérieures à deux mille francs.~~

~~3. Outre les taxes le remboursement des frais est dû:~~

~~a) pour tous travaux accessoires du service, tels que copies, attestations, recherches;~~

~~b) pour les frais de publication au Mémorial;~~

~~c) pour le rapport de recherche visé à l'article 31, paragraphe 4, à l'article 35, paragraphe 1er, litt. a) et à l'article 36.~~

~~4. Les taxes acquittées conformément à la présente loi ne sont pas remboursées.~~

Art. 90.– Calcul des délais

1. Les délais sont fixés en années, mois, semaines et jours entiers.

2. Le délai part du jour suivant celui où a eu lieu l'événement par référence auquel son point de départ est fixé, cet événement pouvant être soit un acte, soit l'expiration d'un délai antérieur. Sauf dispositions contraires, lorsque l'acte est une signification, l'événement considéré est la réception de la pièce signifiée.

3. Lorsqu'un délai est exprimé en une ou plusieurs années, il expire, dans l'année ultérieure à prendre en considération, le mois portant le même nom et le jour ayant le même quantième que le mois et le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.



4. Lorsqu'un délai est exprimé en un ou plusieurs mois, il expire, dans le mois ultérieur à prendre en considération, le jour ayant le même quantième que le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai expire le dernier jour de ce mois.
5. Lorsqu'un délai est exprimé en une ou plusieurs semaines, il expire, dans la semaine à prendre en considération, le jour portant le même nom que celui où ledit événement a eu lieu.
6. Lorsque le délai expirerait normalement un samedi, un dimanche, un jour férié légal, un jour férié de rechange ou tout autre jour de fermeture du service, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Pour l'application de la présente disposition, le samedi est assimilé à un jour férié.
7. Lorsqu'un délai est compté à partir de la date de priorité et que plusieurs priorités sont revendiquées, la date de la priorité la plus ancienne est déterminante.

TITRE XII - Voies de recours

Art. 91.– Compétence et procédure

1. Un recours est ouvert auprès du ministre contre les décisions prises par le chef du service en application de la présente loi ou de ses règlements d'exécution. Ce recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans le délai de trois mois à partir de la notification de la décision.
2. Contre les décisions prises par le ministre en vertu de la présente loi ou de ses règlements d'exécution, y compris les décisions du ministre prises conformément au paragraphe 1er, un recours est ouvert devant le Conseil d'Etat, Comité du Contentieux, qui statue comme juge du fond et en dernière instance.

TITRE XIII - Demandes de brevet européen et brevets européens

Art. 92.– Traductions et taxes annuelles

1. L'article 4, alinéa 1er, de la loi du 27 mai 1977 portant a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich le 5 octobre 1973; b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets est remplacé par le texte suivant:

„Si la demande de brevet a été publiée dans une langue autre que le français ou l'allemand, l'indemnité prévue à l'article précédent ne peut être réclamée que pour la période postérieure au jour où une traduction des revendications dans l'une des deux langues précitées soit aura été remise au service de la propriété industrielle et rendue accessible au public, soit aura été remise à la personne exploitant l'invention.“

2. L'article 6, alinéa 1er de la loi du 27 mai 1977 est modifié comme suit:



„Les tiers peuvent invoquer vis-à-vis du titulaire du brevet le texte des revendications de la demande de brevet européen dans la traduction prévue à l'article 4 lorsque la demande de brevet européen confère une protection qui est moins étendue dans ce texte que dans celui de la langue de procédure.“

3. L'article 10, alinéa 2 de la loi du 27 mai 1977 précitée est modifié comme suit:

„Les montants des annuités et, le cas échéant, des surtaxes à payer sont fixés par règlement grand-ducal. Les modalités de paiement de ces taxes sont les mêmes que celles applicables aux demandes et aux brevets luxembourgeois.“

Art. 93.– Formalités administratives nationales

Toutes les opérations accomplies auprès du service en relation avec une demande de brevet européen peuvent se faire sans l'intervention d'un mandataire agréé.

Lorsque la remise d'une traduction des revendications d'une demande de brevet européen s'effectue par un tiers celui-ci doit prouver son mandat par une procuration, sous peine d'irrecevabilité. Les mandataires agréés sont dispensés de cette formalité.⁷¹

Art. 94.– Concours d'un brevet européen avec une demande de brevet national

Le brevet européen est nul et de nul effet pour ce qui est de ses effets sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg lorsque les droits qui en résultent ont pris naissance postérieurement à la date de dépôt ou de priorité d'une demande de brevet luxembourgeois portant sur la même invention, dont le dossier a été rendu accessible au public conformément à l'article 33 seulement à ladite date ou à une date postérieure.

TITRE XIV - Demandes internationales de brevet

Art. 95.– Instruction des demandes internationales entrant dans la phase nationale

L'article 6 de la loi du 27 mai 1977 portant a) approbation du Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1970 et b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets est remplacé par le texte suivant:

„Le Service agit en tant qu'office désigné ou élu tel que défini à l'article 2 du Traité de coopération pour les demandes internationales par lesquelles la protection de l'invention est demandée au Grand-Duché de Luxembourg, à condition toutefois que ces demandes internationales n'aient pas l'effet d'une demande de brevet européen.

Si la protection d'une invention au Grand-Duché de Luxembourg est demandée par la voie d'une demande internationale pour laquelle le Service agit en tant qu'office désigné ou élu, le titulaire, avant l'expiration du délai applicable conformément aux articles 22 ou 39 du Traité de coopération, est tenu de verser les taxes nationales échues comme s'il s'agissait d'une demande nationale qui aurait été déposée le même jour que ladite demande internationale et de produire tous les renseignements et documents qui seraient requis en rapport avec une demande nationale régulièrement déposée. Lorsque la demande internationale n'a pas été publiée par le Bureau international en langue allemande ou

⁷¹ Modifié par la loi du 8 août 2001, art. 17



française, le titulaire doit remettre en outre et dans le même délai une traduction établie dans l'une de ces deux langues.

Les délais supplémentaires accordés pour le paiement des taxes nationales ou pour la remise des renseignements, documents et traductions qui seraient requis en rapport avec une demande nationale sont également accordés au titulaire d'une demande internationale et commencent à courir à compter de la date d'expiration du délai applicable conformément aux articles 22 et 39 du Traité de coopération.

Lorsque la demande internationale est traitée par le Service en vertu de l'article 23, alinéa 2 du Traité de coopération, les formalités visées à l'alinéa 2 sont à accomplir anticipativement au moment de la présentation de la requête spéciale formulée par le titulaire de la demande internationale. Dans ce cas, les délais supplémentaires visés à l'alinéa 3 commencent à courir à dater du jour de la présentation de la requête spéciale.

Au cas où la présentation de la requête spéciale n'est pas suivie du retrait de la demande internationale ou du retrait de la désignation du Grand-Duché de Luxembourg, le traitement de la demande internationale est repris sur la base du rapport de recherche international publié par le Bureau international, à moins que le demandeur n'ait introduit lui-même, dans un délai de quatre mois à dater de l'expiration du délai applicable conformément aux articles 22 ou 39 du Traité de coopération, soit la requête officielle en vue de l'établissement d'un rapport de recherche national, soit un ou plusieurs rapports de recherche qui seraient requis en rapport avec une demande nationale.“

TITRE XV - Dispositions transitoires et finales

Art. 96.– Droit applicable pendant une période transitoire

1. Les demandes de brevet déposées avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et les brevets qui en sont issus restent soumis aux règles applicables à la date du dépôt de la demande de brevet.

De même, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, les règles applicables avant cette date continuent de s'appliquer aux demandes de certificats d'addition et aux certificats d'addition, pour autant que la demande dont le certificat d'addition est issu a valablement été reçue avant cette date sous le régime de la législation antérieure.

2. Toutefois, l'exercice des droits résultant de ces titres et demandes sera régi par les dispositions de la présente loi, à compter du jour de son entrée en vigueur, sous réserve des droits acquis qui seront maintenus.

3. Les taxes annuelles à acquitter pour le maintien en vigueur des brevets qui sont venues à échéance avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises aux anciennes dispositions légales et réglementaires même si le paiement a lieu après cette date.

4. Les taxes annuelles qui viennent à échéance après la date d'entrée en vigueur de la présente loi tombent sous l'application de la nouvelle législation à moins que le paiement n'ait déjà été effectué avant cette date.



Art. 97.– Exercice de l'action en contrefaçon pendant une période transitoire

1. L'action civile du chef de contrefaçon de brevet pendante devant la juridiction pénale au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi est renvoyée d'office devant la juridiction civile du même degré pour y être portée au rôle et suivie selon les règles prévues aux articles 80 et 81.⁷²
2. Le greffier de la juridiction civile informe les parties de l'inscription au rôle. Si les parties constituent volontairement avoué, l'instance est continuée sur simple acte d'avoué à avoué. A défaut de constitution volontaire, le demandeur assigne le défendeur en constitution d'avoué et en continuation d'instance devant le juge civil.
3. Les affaires pendantes devant la Cour de cassation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont vidées par cette juridiction et renvoyées, après cassation, devant une chambre civile de la Cour d'appel.
4. L'exercice des voies de recours contre les décisions ayant statué, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sur une action civile en contrefaçon de brevet portée devant la juridiction pénale, reste régi, quant aux formes et délais, par les dispositions applicables en matière répressive. Il y est statué dans les formes de la procédure civile.

Art. 98.– Confirmation des inscriptions anciennes au registre des mandataires agréés

Les personnes inscrites au registre des mandataires agréés prévu par l'article 5 de la loi du 31 octobre 1978 portant a) approbation de la Convention relative au brevet européen pour le Marché Commun, signée à Luxembourg, le 15 décembre 1975 b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets demeurent valablement inscrites sous le régime de la présente loi.

Art. 99.– Classification internationale des brevets

L'article 2 de la loi du 10 décembre 1975 portant approbation de l'Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets, signé à Strasbourg, le 24 mars 1971 est remplacé par le texte suivant:

„Le Service de la propriété intellectuelle est chargé de l'application de la classification internationale des brevets. Dans l'accomplissement de cette tâche il est autorisé à recourir aux services de l'Office européen des brevets de Munich et à lui communiquer le contenu des demandes de brevets luxembourgeois non encore rendues accessibles au public.“

Art. 100.– Conseil national de la propriété industrielle

Il peut être institué auprès du département ministériel chargé des affaires de propriété industrielle un conseil national de la propriété industrielle dont la mission consiste à délibérer sur les questions relatives à la propriété industrielle qui lui sont soumises par le ministre et à faire toutes propositions sur les questions concernant la propriété industrielle.

La composition et les modalités de fonctionnement du conseil national de la propriété industrielle sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 101.– Dispositions abrogatoires

⁷² Modifié par la loi du 22 mai 2009, art. 21



Sous réserve de certaines des dispositions transitoires faisant l'objet des articles 96 et 98, sont abrogés:

1. la loi du 30 juin 1880 sur les brevets d'invention,
2. la loi du 27 avril 1922 concernant l'accèsion du Grand-Duché de Luxembourg à l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, pour autant qu'elle a modifié la loi du 30 juin 1880,
3. l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention,
4. la loi du 25 juin 1957 portant approbation de la Convention européenne relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevet, signée à Paris, le 11 décembre 1953,
5. les articles 4, 5 et 6 de la loi du 31 octobre 1978 portant a) approbation de la Convention relative au brevet européen pour le Marché Commun, signée à Luxembourg le 15 décembre 1975, b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets,
6. toutes dispositions contraires à la présente loi.

Art. 102.– Entrée en vigueur

Un règlement grand-ducal fixe l'entrée en vigueur des articles 1 à 101 de la présente loi.



Loi du 27 mai 1977 portant :

a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich, le 5 octobre 1973;

b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets.

telle que modifiée par :

- loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

- loi du 11 août 2001

Art. 1.- Est approuvée la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich, le 5 octobre 1973.

Art. 2.- La demande de brevet européen à laquelle une date de dépôt a été accordée et le brevet européen délivré produisent au Grand-Duché de Luxembourg, dans les cas où une protection y est demandée, les effets respectivement attribués à une demande de brevet national reçue par le Service luxembourgeois de la propriété industrielle à un brevet délivré par ce Service.

Art. 3.- La demande de brevet européen par laquelle une protection est demandée au Grand-Duché de Luxembourg n'assure pas la protection prévue à l'article 64 de la Convention sur le brevet européen.

Toutefois, la demande de brevet européen publiée permet à son titulaire d'exiger une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances, de toute personne ayant exploité au Grand-Duché de Luxembourg, l'invention qui fait l'objet de la demande de brevet européen, dans des conditions qui, selon le droit luxembourgeois, mettraient en jeu sa responsabilité s'il s'agissait d'une contrefaçon d'un brevet national. L'indemnité est due pour le dommage causé par la personne exploitant l'invention depuis le moment où cette personne a eu connaissance du contenu de la demande de brevet mais au plus tard à partir du jour de la publication de la demande par l'Office européen des brevets.

Art. 4.- Si la demande de brevet a été publiée dans une langue autre que le français ou l'allemand, l'indemnité prévue à l'article précédent ne peut être réclamée que pour la période postérieure au jour où une traduction des revendications dans l'une des deux langues précitées aura été remise soit au service de la propriété industrielle et rendue accessible au public, soit à la personne exploitant l'invention.⁷³

Le titulaire de la demande de brevet européen est autorisé à en réviser la traduction. La traduction révisée ne produit ses effets que lorsqu'elle a été accessible au public ou remise à la personne exploitant l'invention.

Les modalités de la remise des traductions au service de la propriété industrielle et les taxes à verser ainsi que le mode de paiement de celles-ci seront fixés par règlement grand-ducal. Le même règlement déterminera les modalités de la mise à la disposition du public.

Art. 5.- En ce qui concerne l'étendue de la protection conférée par la demande de brevet européen le texte rédigé dans la langue de la procédure fait foi, l'article 6 demeurant réservé.

⁷³ Modifié par la loi du 20 juillet 1992, art. 92



Art. 6.- Les tiers peuvent invoquer vis-à-vis du titulaire du brevet le texte des revendications de la demande de brevet européen dans la traduction prévue à l'article 4 lorsque la demande de brevet européen confère une protection qui est moins étendue dans ce texte que dans celui de la langue de procédure.⁷⁴

Celui qui, au Grand-Duché, a, de bonne foi, commencé à exploiter une invention ou a fait des préparatifs effectifs et sérieux à cette fin, sans que cette exploitation constitue une contrefaçon de la demande ou du brevet dans le texte de la traduction initiale, peut, dès que la production révisée a pris effet, poursuivre à titre gratuit son exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de celle-ci.

Art. 7.- Sans préjudice de la faculté de déposer des demandes de brevet européen auprès de l'Office européen des brevets à Munich ou de son département à La Haye, la demande de brevet européen peut être déposée auprès du service de la propriété industrielle à Luxembourg.

(abrogé)⁷⁵

Art. 8.- Une demande de brevet européen ayant pour objet une invention de nature à intéresser la défense du territoire doit obligatoirement être déposée auprès du Service luxembourgeois de la propriété industrielle.

Aux demandes visées à l'alinéa précédent sont appliquées les dispositions de la loi du 8 juillet 1967 concernant la divulgation et la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat. Si par décision ministérielle une demande est reconnue tomber sous l'application de la prédite loi, cette décision sera portée immédiatement à la connaissance du déposant qui, dans un délai de deux mois à compter de la date de la décision ministérielle, peut demander la transformation de sa demande de brevet européen en demande de brevet national. Le requérant disposera d'un délai supplémentaire de trois mois pour acquitter les taxes dues en cas de dépôt national et, le cas échéant, pour présenter une traduction en allemand ou en français de la description et des revendications.

La demande de brevet européen transformée en demande de brevet national produit ses effets à compter de la date du dépôt de la demande de brevet européen.

Au cas où il est décidé que la demande de brevet européen ne porte pas sur une invention intéressant la défense, le service de la propriété industrielle la transmet sans tarder à l'Office européen des brevets et en informe le déposant.

Art. 9.- Si le brevet européen a été délivré à une personne non habilitée en vertu de l'article 60, paragraphe 1 de la convention sur le brevet européen, la personne habilitée aux termes de cet article, peut, sans préjudice de tous autres droits ou actions, revendiquer le transfert du brevet en qualité de titulaire.

Lorsqu'une personne n'a droit qu'à une partie du brevet européen, elle peut revendiquer, conformément aux dispositions de l'alinéa 1, le transfert du brevet en qualité de cotitulaire.

Les droits visés aux alinéas 1 et 2 ne peuvent être exercés en justice que dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la mention relative à la délivrance du brevet européen a été publiée dans

⁷⁴ Modifié par la loi du 20 juillet 1992, art. 92

⁷⁵ 2^e alinéa abrogé par la loi du 8 août 2001, art.19



le bulletin européen des brevets. Cette forclusion ne s'applique pas si le titulaire du brevet savait, au moment de la délivrance ou de l'acquisition du brevet, qu'il n'avait pas droit au brevet.

Sous peine d'irrecevabilité, pareille demande en justice doit faire l'objet d'une inscription au registre des brevets luxembourgeois. Est également inscrite, tant la décision constatant l'abandon de la demande que, sous peine d'inopposabilité, la décision passée en face de chose jugée rendue sur cette demande.

Art. 10.- Le brevet européen donne lieu chaque année et par avance au paiement d'annuités à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Le premier paiement a lieu pour l'année comptée à partir du dépôt de la demande, qui suit celle de la publication de la délivrance du brevet au bulletin européen des brevets.

Les montants des annuités et, le cas échéant, des surtaxes à payer sont fixés par règlement grand-ducal. Les modalités de paiement de ces taxes sont les mêmes que celles applicables aux demandes et au brevets luxembourgeois.⁷⁶

L'annuité à payer pour la première fois est celle due pour une demande ou un brevet luxembourgeois ayant la même date de dépôt que la demande européenne.

Lorsque le paiement d'une taxe annuelle n'a pas été effectué à l'échéance, cette taxe peut encore être valablement acquittée dans un délai de six mois à compter de l'échéance, sous réserve du paiement simultané d'une surtaxe.

Si une taxe annuelle due au titre du brevet européen vient à échéance dans les deux mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance de ce brevet a été publiée, ladite taxe annuelle est réputée avoir été valablement acquittée sous réserve de son paiement dans le délai mentionné. Il n'est perçu aucune surtaxe.

Si la Grande Chambre de recours de l'Office européen des brevets rouvre la procédure devant la chambre de recours en vertu de l'art. 112bis, par. 5, deuxième phrase de la Convention sur la délivrance de brevets européens, une taxe annuelle:

a) qui serait venue à échéance conformément au premier alinéa du présent article au cours de la période débutant à la date à laquelle a été rendue la décision de la chambre de recours faisant l'objet de la requête en révision, et allant jusqu'à la date incluse à laquelle est signifiée la décision de la Grande Chambre de recours relative à la réouverture de la procédure devant la chambre de recours, échoit à cette dernière date. Cette taxe ainsi que toute taxe annuelle due dans un délai de trois mois à compter de cette dernière date peuvent encore être acquittées sans surtaxe dans un délai de trois mois à compter de cette dernière date. Le quatrième alinéa du présent article est applicable;

b) qui était déjà échue à la date à laquelle a été rendue la décision de la chambre de recours, sans que le délai prévu au quatrième alinéa ait toutefois déjà expiré, peut encore être acquittée dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle est signifiée la décision de la Grande Chambre de recours relative à la réouverture de la procédure devant la chambre de recours, sous réserve du paiement de la surtaxe visée au quatrième alinéa dans ce délai.

Art. 10bis L'inscription au registre européen des brevets des actes transmettant ou modifiant les droits attachés à une demande de brevet européen ou à un brevet européen rend ces actes opposables aux tiers.

⁷⁶ Modifié par la loi du 20 juillet 1992, art. 92



Art. 11.- La demande de brevet européen peut être transformée en demande de brevet luxembourgeois dans le cas prévu par l'article 135, paragraphe 1, lettre a de la Convention sur le brevet européen.

Art. 12.- Si la requête en transformation est présentée en bonne et due forme et remise en temps utile au Service luxembourgeois de la propriété industrielle, la demande de brevet est réputée déposée à la date de dépôt de la demande de brevet européen.

Les pièces accompagnant la demande de brevet européen qui ont été présentées à l'Office européen des brevets sont réputées avoir été présentées à la même date au Service luxembourgeois de la propriété industrielle.

Les droits attachés à la demande de brevet européen demeurent conservés.

Art. 13.- Le Service de la propriété industrielle accuse réception de la requête en transformation, l'inscrit au registre et impartit au titulaire de la demande transformée un délai de trois mois afin d'acquitter les taxes et annuités échues à la date de la réception, de présenter une traduction en langue allemande ou française des revendications si la demande européenne a été rédigée en anglais et de désigner, le cas échéant, un mandataire. Les annuités échues sont celles qui seraient dues en cas de dépôt d'une demande luxembourgeoise.⁷⁷

Art. 14.- En ce qui concerne la demande de brevet issue de la transformation, les dispositions en vigueur pour les demandes de brevet luxembourgeois sont applicables, sous réserve de l'article 137, paragraphe 1 de la Convention sur le brevet européen.

Art. 15.- Dans la mesure où un brevet luxembourgeois ayant pour objet une invention identique à une autre pour laquelle un brevet européen a été délivré au même inventeur ou à son ayant cause avec la même date de priorité, ce brevet national, pour autant qu'il couvre la même invention que le brevet européen, cesse de produire ses effets à la date à laquelle:

- a) le délai prévu pour la formation de l'opposition au brevet européen est expiré sans qu'une opposition ait été formée,
- b) la procédure d'opposition a définitivement abouti au maintien en vigueur du brevet européen, c) il a été délivré si cette date est postérieure à celle visée aux lettres a) ou b), suivant le cas.

Le brevet qui s'est ainsi éteint ne renaît pas lorsque le brevet européen tombe ultérieurement en déchéance ou que sa nullité est prononcée.

Tout intéressé y compris le titulaire du brevet, peut faire constater par le tribunal que le brevet luxembourgeois cesse de produire ses effets en toute ou, le cas échéant, en partie à partir de la date visée à l'alinéa 1. La procédure de l'action en constatation est la même que celle de la loi luxembourgeoise en matière d'annulation.

La protection cumulée d'un brevet européen ou d'une demande de brevet européen et d'un brevet national ou d'une demande de brevet national est assurée jusqu'à la date visée à l'alinéa 1.

Art. 16.- Dans la mesure où, pour la même invention, un brevet d'une demande de brevet luxembourgeois et un brevet issu d'une demande de brevet européen transformée en une demande de

⁷⁷ Modifié par la loi du 8 août 2001, art.19



brevet luxembourgeois ont été délivrés au même inventeur ou à son ayant cause avec la même date de dépôt ou de priorité, le brevet cité en premier lieu s'éteint à la date à laquelle a été délivré le brevet issu de la demande de brevet européen transformée.

Le brevet qui s'est ainsi éteint ne renaît pas lorsque le brevet qui subsiste tombe ultérieurement en déchéance ou lorsque sa nullité est prononcée.

La procédure des actions en constatation est la même que celle prévue à l'article précédent.

Art. 16bis.- 1. Lorsque, en vertu de l'article 3 du règlement (UE) No 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 17 décembre 2012, mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, l'effet unitaire d'un brevet européen a été enregistré et s'étend au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ce brevet européen est réputé n'avoir pas pris effet en tant que brevet national au Grand-Duché de Luxembourg à la date de publication de la mention de sa délivrance dans le bulletin européen des brevets.

2. Un brevet européen à effet unitaire tel que visé au paragraphe précédent produit l'effet sur le brevet national tel que prévu à l'article 15.

Art.16ter. – Si la demande d'effet unitaire d'un brevet européen tel que visée à l'article 15bis a été rejetée et le délai de paiement de la première taxe annuelle calculé selon l'article 10 a expiré, le titulaire du brevet dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la décision finale de rejet pour payer la ou les taxes annuelles dues.

Art. 17.- Le Ministre ayant dans ses attributions la propriété industrielle est chargé de recevoir les commissions rogatoires émanant de l'Office européen des brevets et de les transmettre à l'autorité compétente aux fins d'exécution, conformément à l'article 131 et à la règle 99, paragraphe 1 de la Convention sur le brevet européen.

La même procédure s'applique aux commissions rogatoires données par les juridictions luxembourgeoises et adressées à l'Office européen des brevets.

Art. 18.- Toute action pendante devant un tribunal luxembourgeois concernant l'étendue de la protection d'un brevet européen sera suspendue aussi longtemps qu'une opposition à ce brevet peut être formée devant l'Office européen des brevets ou que cet office n'a pris de décision définitive au sujet de pareille opposition.



Loi du 27 mai 1977 portant :

a) approbation du Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington, le 19 juin 1970,

b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets

telle que modifiée par :

- loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

- loi du 11 août 2001

Art. 1.- Est approuvé le Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1970, ci-après dénommé: "Traité de coopération".

Art. 2.- Les dispositions du Traité de coopération et, à titre complémentaire, de la présente loi son applicables aux demandes internationales de brevet telles que définies aux termes du Traité de coopération et pour lesquelles le Service de la propriété industrielle agit en tant qu'office récepteur ~~ou~~ ~~office désigné.~~

La législation nationale sur les brevets d'invention est applicable pour autant que le Traité de coopération et la présente loi n'en disposent autrement.

Art. 3. Le Service de la propriété industrielle agit en tant qu'office récepteur au sens de l'article 10 du Traité de coopération pour les demandes internationales émanant de ressortissants luxembourgeois ou de personnes physiques ou morales qui ont leur domicile ou siège social au Grand-Duché de Luxembourg.

Les demandes internationales sont à déposer auprès du Service de la propriété industrielle en langue ~~allemande ou française~~ allemande, française ou anglaise.

(alinéa abrogé)⁷⁸

Art. 4. Les demandes internationales qui tombent sous l'application de la loi du 8 juillet 1967 concernant la divulgation et la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat ne sont pas transmises au Bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété industrielle, ni à l'Administration chargée de la recherche internationale.

La décision prise en vertu de l'article 6 de la loi précitée du 8 juillet 1967 et relative à l'interdiction de la transmission et de la divulgation d'une demande internationale est notifiée sans délai au déposant.

A partir de la date de la notification le déposant d'un délai de deux mois pour demander la transformation de sa demande internationale en une demande nationale et pour acquitter les taxes qu'il aurait dû payer s'il avait effectué dès le début un dépôt national. La taxe de transmission déjà acquittée en relation avec la demande internationale sera portée en déduction. Si cette dernière taxe excède le montant des taxes nationales, le solde est restitué au déposant.

La demande internationale transformée en demande nationale produit ses effets à compter de la date du dépôt international.

⁷⁸ Loi du 11 août 2001, article 18



Si le déposant ne demande pas la transformation en demande nationale dans un délai prescrit, le dépôt est considéré comme abandonné et les documents annexés resteront définitivement secrets. Dans un tel cas la taxe de transmission n'est pas remboursée.

Art. 5.- Un règlement grand-ducal, pris sur proposition du Ministre ayant des attributions la propriété industrielle, détermine l'administration chargée de la recherche internationale compétence à l'égard des demandes internationales déposées auprès du Service de la propriété industrielle.

Art.6.- Lorsqu'une demande internationale comporte la désignation ou l'élection du Luxembourg au sens de l'article 2 du Traité de coopération, cette demande est considérée comme tendant à l'obtention d'un brevet européen régi par les dispositions de la Convention sur la délivrance de brevets européens, faite à Munich le 5 octobre 1973

Art. 6 à 11 (abrogés)⁷⁹

⁷⁹ Loi du 11 août 2001, article 18